

**Chambre
des Représentants**

**Kamer
der Volksvertegenwoordigers**

6 AOÛT 1946.

PROJET DE LOI
approuvant l'Accord sur les Réparations,
signé à Paris, le 14 janvier 1946.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'agression allemande a entraîné, surtout pour les pays qui ont souffert de l'occupation ennemie, des pertes et des dommages considérables, dont il importe d'obtenir autant que possible la réparation. Celle-ci, malheureusement, ne parviendra jamais à couvrir qu'une fraction des pertes subies. Même si la totalité des actifs que possède l'Allemagne après sa défaite était, sans considération aucune pour les besoins vitaux du peuple allemand, affectée à la réparation des dommages infligés par l'Allemagne, elle serait encore insuffisante. C'est donc en réalité à un arrangement entre les créanciers d'un failli que doit être comparé l'accord intervenu à Paris sur les Réparations.

Cet Accord, élaboré par les représentants de dix-huit pays créanciers de l'Allemagne au titre des Réparations, a suivi un certain nombre de décisions prises par les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'U.R.S.S., notamment à Yalta et à Potsdam. Il importe de ne pas perdre de vue ces antécédents.

C'est ainsi que le départage décidé à Potsdam entre ce qui doit revenir à l'U.R.S.S. et à la Pologne et ce qui doit revenir aux autres créanciers de l'Allemagne

ONTWERP VAN WET

tot goedkeuring van het Accoord betreffende de
Herstelbetalingen, ondertekend te Parijs, den
14^e Januari 1946.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

De Deutsche aanval heeft, vooral voor de landen die de vijandelijke bezetting ondergingen, aanzienlijke verliezen en schade ten gevolge gehad, die zoo veel mogelijk dienen te worden hersteld. Dit herstel zal helaas nooit meer dan een deel van de geleden verliezen kunnen dekken. Zelfs indien al de activa die Duitschland na zijn nederlaag bezit, zonder inachtneming van de levensbehoeften van het Duitse volk, tot de vergoeding van de door Duitschland aangerichte schade zouden aangewend worden, zouden deze vermogens nog onvoldoende zijn. Het Accoord betreffende de Herstelbetalingen dat te Parijs gesloten werd, moet dus in werkelijkheid met een regeling tussehen de schuldeischers van een gefailleerde vergeleken worden.

Dit Accoord, dat door de vertegenwoordigers van achttien landen crediteurs van Duitschland inzake Herstel werd voorbereid, is het vervolg op een zeker aantal beslissingen welke door de Vereenigde Staten van Amerika, het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië en Noord-Ierland en de U.S.S.R., inzonderheid te Yalta en te Potsdam, werden genomen. Deze anteceden ten mogen niet uit het oog worden verloren.

Aldus heeft het onderscheid waartoe te Potsdam besloten werd, tussehen wat aan de U.S.S.R. en aan Polen en wat aan de andere schuldeischers van

a eu pour effet de déterminer non seulement la localisation et les principales catégories des biens à distribuer au titre de Réparations, mais encore le groupe des pays entre lesquels ils doivent être partagés. C'est ainsi également que les réparations se trouvent intimement liées au désarmement de l'Allemagne et qu'elles consistent essentiellement en prestations en nature et non en un règlement financier comme après la première guerre mondiale.

Moins d'un mois après les décisions de Potsdam, les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de France et de Grande-Bretagne nous invitèrent, le 28 août 1945, à leur adresser, pour le 1^{er} octobre 1945, un mémorandum relatif aux pertes et aux dommages subis par la Belgique par suite de l'agression allemande.

Ce mémorandum devait tenir compte de différents facteurs énumérés dans l'invitation en particulier,

— des pertes et dommages matériels subis par suite de la guerre ou de l'occupation;

— de l'effort de guerre, qui s'est notamment traduit par des dépenses budgétaires et des pertes en vies humaines et en années-ouvriers;

— des charges de l'occupation.

Déjà de ce questionnaire on pouvait déduire que les trois Puissances invitantes n'avaient pas l'intention de baser leurs calculs sur les seuls dommages de guerre. En fait, et les trois Puissances ne manquèrent pas d'insister sur ce point au cours de la Conférence, c'est le principe convenu à Yalta entre les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'U.R.S.S. qui devait être appliqué, à savoir que : « Les Réparations reviendront en premier lieu aux pays qui ont supporté le principal fardeau de la guerre, qui ont subi les pertes les plus lourdes et qui ont organisé la victoire sur l'ennemi. »

L'invitation des trois Puissances comportait également certaines directives destinées à rendre plus aisément comparables les revendications présentées.

La Conférence des Réparations se tint à Paris, du 9 novembre au 21 décembre 1945, sous la présidence du délégué français, M. Jacques Rueff.

Dix-huit pays y étaient représentés : les trois Puissances invitantes : Etats-Unis d'Amérique, France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que l'Albanie, l'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Egypte, la Grèce, l'Inde,

Deutschland moet toekomen, als uitwerking gehad, niet alleen dat de localisatie en de voornaamste categorieën der als Herstel te verdeelen goederen werden vastgesteld, maar ook nog dat de groep der landen onder welke ze zullen moeten verdeeld worden, bepaald werd.

Zoo komt het ook dat de herstelbetalingen nauw verbonden zijn met de ontwapening van Duitsland en dat ze hoofdzakelijk bestaan in prestaties in natura en niet in een financiële regeling, zooals na den eersten wereldoorlog.

Minder dan een maand na de beslissingen van Potsdam, werden we door de Regeeringen van de Vereenigde Staten van Amerika, van Frankrijk en van Groot-Brittannië op 28 Augustus 1945, uitgenoodigd om hun, tegen 1 October 1945, een memorandum te zenden betreffende de verliezen en de schade die ten gevolge van den Duitschen aanval door België geleden werden.

Dit memorandum diende rekening te houden met verschillende in de uitnoodiging vermelde factoren : in het bijzonder,

— met de materiele verliezen en schade die naar aanleiding van den oorlog of van de bezetting geleden werden;

— met de oorlogsinspanning, die inzonderheid in begrootingsuitgaven en in verliezen aan menschenlevens en aan jarenarbeiders tot uiting kwam;

— met de bezettingskosten.

Reeds uit deze vragenlijst kon men afleiden dat de drie uitnoodigende Mogendheden het inzicht niet hadden hun berekeningen alleen op de oorlogsschade te baseeren. In feite, zooals trouwens door de drie Mogendheden gedurende de Conferentie nadrukkelijk werd verklaard, moest het beginsel toegepast worden waarover te Yalta tusschen de Vereenigde Staten van Amerika, het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië en Noord-Ierland en de U.S.S.R. overeengekomen was en dat luidt : « Het Herstel zal in de eerste plaats toekomen aan die landen welke den grootsten last van den oorlog hebben gedragen, welke de zwaarste verliezen hebben geleden en welke de overwinning op den vijand hebben georganiseerd ».

De uitnoodiging van de drie Mogendheden bevatte ook enkele richtlijnen bestemd om de ingediende eischen gemakkelijker te kunnen vergelijken.

De Herstelconferentie vond te Parijs van 9 November tot 21 December 1945 plaats, onder het voorzitterschap van den Franschen Afgevaardigde, den heer Jacques Rueff.

Achttien landen waren er vertegenwoordigd, namelijk de drie uitnoodigende Mogendheden : de Vereenigde Staten van Amerika, Frankrijk en het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië en Noord-Ierland, alsmede Albanië, Australië, België, Canada,

le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, les Pays-Bas, la Tchécoslovaquie, l'Union Sud-Africaine et la Yougoslavie.

*
**

L'Acte final de la Conférence de Paris comprend, outre le texte de l'Accord qui est soumis à l'approbation du Parlement, un certain nombre de résolutions très importantes qui le complètent. Ces résolutions, adoptées par un certain nombre de pays représentés, traitent de questions qui, bien qu'ayant un étroit rapport avec les travaux de la Conférence, dépassaient la compétence de celle-ci. Comme elles concernent des matières traitées par le Conseil de Contrôle à Berlin, les délégués des Gouvernements représentés à ce Conseil de Contrôle ont accepté de transmettre ces résolutions à leur Gouvernement.

L'une d'elles, relative aux restitutions, a déjà conduit à un accord du Conseil de Contrôle sur ce sujet si important pour notre pays.

Une autre résolution exprime le vœu qu'aucune des catégories de ressources économiques excédant les besoins de l'Allemagne, tels que ceux-ci sont définis à l'article 15 de la partie III de la Déclaration de Potsdam et compte tenu de l'article 19 de cette même partie, ne soit en principe omise des biens dont la masse doit servir à satisfaire les revendications des Gouvernements signataires au titre des Réparations. Une troisième résolution prévoit divers principes très importants concernant la protection des biens situés en Allemagne qui appartiennent à une Nation Unie ou à ses ressortissants.

Les principes de ces résolutions, dont l'importance n'échappera à personne, complètent en quelque sorte l'Accord proposé, bien que leur mise en œuvre dépende encore, dans une certaine mesure, de décisions du Conseil de Contrôle.

Quant à l'Accord proprement dit, tel qu'il est proposé à l'approbation du Parlement, il comprend :

1. La détermination en pour-cent des quotes-parts respectives des pays représentés, dans les biens susceptibles d'être distribués au titre des Réparations. Ces biens sont divisés en deux catégories, les quotes-parts afférant à chacune d'elles n'étant pas les mêmes. La Belgique obtient 4 ½ % de l'outillage industriel et des biens d'équipement en capital qui seront enlevés à l'Allemagne, ainsi que des navires marchands et des bateaux de navigation intérieure (Catégorie B). Elle obtient 2,70 % de la valeur des autres biens susceptibles de distribution (Catégorie A).

Denemarken, Egypte, Griekenland, Indië, Luxemburg, Nieuw-Zeeland, Noorwegen, Nederland, Tsjecho-Slovakije, de Unie van Zuid-Afrika en Joegoslavië.

*
**

De Slotakte van de Conferentie van Parijs omvat, buiten den tekst van het Accoord dat aan de goedkeuring van het Parlement onderworpen wordt, een aantal hoogst gewichtige resoluties die gezegd Accoord aanvullen. Deze resoluties, die door een zeker aantal der vertegenwoordigde landen goedgekeurd werden, behandelen vragen die, alhoewel ze in nauw verband stonden met de besprekingen van de Conferentie, de bevoegdheid van deze laatste te buiten gingen. Daar ze betrekking hebben op vraagstukken die door den Contrôlerraad te Berlijn behandeld worden, hebben de afgevaardigden van de bij dezen Contrôlerraad vertegenwoordigde Regeeringen aangenomen deze resoluties aan hun Regeering over te maken.

Een onder hen, die betrekking heeft op de restitutie, heeft reeds geleid tot de instemming van den Contrôlerraad omtrent dit voor ons land zoo belangrijk vraagstuk.

In een andere resolutie wordt de wensch uitgedrukt dat geen enkele der categorieën economische hulpbronnen die niet onmisbaar zijn voor de behoeften van Duitschland, zooals deze in artikel 15 van deel III van de Verklaring van Potsdam omschreven zijn, en rekening houdend met artikel 19 van dit zelfde deel, in principe zou onttrokken worden aan de goederen waarvan het geheel moet dienen om aan de Hersteleischen van de onderleekende Regeeringen te voldoen. Een derde resolutie voorziet verschillende zeer belangrijke beginselen betreffende de bescherming der in Duitschland gelegen goederen die aan een der Vereenigde Volken of aan zijn onderhoorigen toe behooren.

De beginselen van deze resoluties, waarvan de belangrijkheid aan niemand zal ontsnappen, vullen in zekeren zin het voorgesteld Accoord aan, alhoewel hun toepassing in zekere mate nog afhangt van de beslissingen van den Contrôlerraad.

Wat het eigenlijk Accoord betreft, zooals het aan het Parlement tot goedkeuring wordt onderworpen, het omvat :

1. De vaststelling, in percentages, van de respectieve aandeelen van elk van de vertegenwoordigde landen in de goederen die als Herstelbetalingen kunnen verdeeld worden. Deze goederen worden in twee categorieën onderverdeeld, terwijl de aandeelen die op elk van deze categorieën betrekking hebben niet dezelfde zijn. België bekomt 4 ½ t.h. van de industriële uitrusting en van de kapitaalgoederen, alsmede van de koopvaardij-schepen en de binnenvaart-schepen (Categorie B). Het bekomt 2,70 t.h. van de waarde der andere goederen die kunnen verdeeld worden (Categorie A).

La production courante exportable allemande comprise dans la Catégorie A n'entrera en ligne de compte que pour autant qu'elle ne devra pas servir à payer les importations indispensables au peuple allemand. D'autre part, les Gouvernements signataires retiendront les avoirs allemands ennemis se trouvant dans les territoires soumis à leur juridiction ou en disposeront de telle manière qu'ils ne puissent redevenir propriété allemande ou retomber sous contrôle allemand. Ces avoirs seront imputés sur la quote-part de réparations de chaque Gouvernement.

2. L'élaboration d'un certain nombre de principes qui doivent présider à la répartition des biens entre les Etats créanciers.

3. L'établissement du statut de l'Organe International chargé de répartir les biens au fur et à mesure qu'ils seront devenus disponibles. Cet organe, appelé Agence Interalliée des Réparations, a son siège à Bruxelles.

Il se compose d'une Assemblée des délégués des Gouvernements signataires et d'un Secrétariat. Ce dernier établit les programmes de répartition qu'il soumet à l'Assemblée et centralise toutes les informations relatives tant aux biens déclarés disponibles pour les Réparations par le Conseil de Contrôle en Allemagne qu'aux besoins et aux desiderata des pays qui ont droit aux Réparations.

L'Assemblée de l'Agence décide de l'allocation des biens à la majorité des votes exprimés. Chaque délégué y dispose d'une voix, sauf pour le vote du budget où il dispose d'un nombre de voix proportionnel à sa part contributive. Si l'Assemblée n'a pas donné satisfaction à une demande d'un Gouvernement concernant l'allocation d'un bien, elle doit, si le délégué de ce Gouvernement en fait la requête, porter la question à l'arbitrage. Les délégués des Gouvernements qui demandent l'attribution du bien choisissent l'arbitre parmi les autres délégués. Si l'accord ne peut se faire sur le choix de l'arbitre, le délégué des Etats-Unis d'Amérique assume les fonctions d'arbitre ou désigne comme arbitre le délégué d'un Gouvernement qui ne réclame pas le bien en question.

L'article 15 stipule que l'Agence Interalliée des Réparations jouit, sur le territoire de chaque Gouvernement signataire, de la capacité juridique ainsi que des privilèges, immunités et facilités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses buts. Les représentants des Gouvernements signataires et les fonctionnaires de l'Agence jouissent également des privilèges et immunités qui leur sont

De loopende Duitse uitvoerproductie die in Categorie A begrepen is, zal alleen in aanmerking komen voor zoover ze niet zal moeten dienen om den voor het Duitse volk onontbeerlijken invoer te betalen. De toegetreden Regeeringen zullen anderzijds de vijandelijke Duitse goederen, die zich op het onder haar jurisdictie staand grondgebied bevinden, behouden, of er zoodanig over beschikken, dat zij niet opnieuw Duitsch eigendom kunnen worden of weer onder Duitse controle komen. Deze goederen zullen van het aandeel op Herstelbetalingen van elke Regeering afgeschreven worden.

2. Het vaststellen van een zeker aantal beginselen die bij de verdeling onder de Crediteur-Landen zullen nageleefd worden.

3. Het opmaken van het statuut van het Internationaal Organisme dat belast is met het verdeelen der goederen, naarmate deze zullen beschikbaar zijn. Dit organisme, het Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen genoemd, is te Brussel gevestigd.

Het bestaat uit een Vergadering der gedelegeerden van de toegetreden Regeeringen en uit een Secretariaat. Dit laatste stelt de plannen voor de verdeling op, onderwerpt deze aan de Vergadering, en verzamelt alle inlichtingen die betrekking hebben zoowel op de goederen die door den in Duitschland gevestigden Contrôleraad als beschikbaar voor de Herstelbetalingen verklaard werden, als op de behoeften en de wenschen van de landen die op Herstelbetalingen recht hebben.

De Vergadering van het Agentschap wijst de goederen toe bij meerderheid der uitgebrachte stemmen. Ieder gedelegeerde beschikt er over één stem, behalve voor de stemming over de begroting, waar hij over een aantal stemmen beschikt dat evenredig is met de contributie van zijn Regeering. Indien de Vergadering niet voldaan heeft aan het verzoek van een Regeering betreffende de toewijzing van een goed, moet zij, indien de gedelegeerde hierom verzoekt, de kwestie voor een scheidsrecht brengen. De gedelegeerden van de Regeeringen die het goed vragen, wijzen een scheidsrechter aan, gekozen uit de andere gedelegeerden. Als men het over de kens van een scheidsrechter niet eens kan worden, neemt de gedelegeerde van de Vereenigde Staten van Amerika de functie van scheidsrechter waar, of hij benoemt tot scheidsrechter den gedelegeerde van een Regeering die het bedoelde goed niet opeischt.

Artikel 15 bepaalt dat het Agentschap op het Grondgebied van iedere toegetreden Regeering de juridische bevoegdheid heeft, benevens de privileges, de onschendbaarheid en de faciliteiten die het noodig heeft om zijn functies uit te oefenen en zijn doel te bereiken. De vertegenwoordigers der toegetreden Regeeringen en de ambtenaren van het Agentschap genieten insgelijks de privileges en de

nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec l'Agence. Comme l'Agence a son siège à Bruxelles, ces dispositions nous intéressent directement. Elles ne font que reprendre les stipulations de la Charte des Nations Unies, qui sont désormais à la base des droits, immunités et privilèges que chaque Gouvernement doit reconnaître aux organismes des Nations Unies et à leur personnel sur son territoire. Ce ne sont pas en général et, notamment pour les fonctionnaires internationaux, les immunités et privilèges diplomatiques traditionnels, mais seulement ceux qui sont nécessaires pour l'exercice indépendant de leurs fonctions. Une convention détaillant ces privilèges et immunités vient d'être approuvée à l'unanimité par la première assemblée des Nations Unies à Londres. Si elle n'est pas strictement applicable dans l'espèce, il conviendra cependant de s'en inspirer.

4. L'Accord stipule enfin que tout l'or monétaire trouvé en Allemagne ou récupéré d'un pays tiers sera réuni en une masse commune pour être réparti à titre de *restitution* entre les pays admis à bénéficier de cette masse au prorata des quantités d'or qu'ils ont respectivement perdues par suite de spoliation par l'Allemagne ou de transfert illégitime en Allemagne.

*
**

Après avoir déterminé les quotes-parts de chaque Gouvernement, l'Accord prévoit, dans son article 2, que leur attribution doit être considérée par chaque Gouvernement comme couvrant toutes les créances issues de la guerre que lui-même ou ses ressortissants possèdent sur l'ancien Gouvernement allemand et les agences gouvernementales allemandes. Y sont notamment compris le coût de l'occupation allemande, les avoirs en compte *clearing* acquis pendant l'occupation et les créances sur les Reichskreditkassen. Cette disposition s'explique par le fait que toutes ces créances issues de la guerre figurent parmi les bases mêmes qui ont servi au calcul des quotes-parts. Si donc les Etats cherchaient à en faire usage sous d'autres titres, tout l'Accord sur la détermination des quotas serait faussé.

L'article 2 précise d'ailleurs avec soin que ces dispositions ne préjugent ni la détermination en temps utile des formes, de la durée ou du montant total des réparations, ni le droit que peut avoir chacun des Gouvernements signataires en ce qui concerne le règlement définitif des réparations, ni enfin les revendications d'ordres politique, territorial ou autres

onschendbaarheid die zij noodig hebben om hun functies met betrekking tot het Agentschap in volle onafhankelijkheid te kunnen uitoefenen. Daar het Agentschap te Brussel gevestigd is, hebben deze beslissingen voor ons een rechtstreeks belang. Ze herhalen slechts de bepalingen van het Handvest van de Vereenigde Volken die voortaan de basis vormen van de rechten, immuniteiten en privileges die elke Regeering aan de op haar grondgebied verblijvende organismen van de Vereenigde Volken en aan hun personeel moet toekennen. Deze immuniteiten en privileges zijn, inzonderheid wat de traditioneele diplomatieke immuniteiten en privileges, maar slechts die noodig zijn voor de onafhankelijke uitoefening van hun functies. Een overeenkomst waarin deze privileges en immuniteiten uitvoerig omschreven worden, werd onlangs door de eerste vergadering van de Vereenigde Volken te Londen eenstemmig goedgekeurd. Indien ze in het onderhavig geval niet nauwgezet kan worden toegepast, dient er nochtans rekening mede gehouden te worden.

4. Het Accoord bepaalt ten slotte dat al het monetaire goud dat in Duitschland gevonden of in een derde land achterhaald wordt, in één massa zal worden vereenigd om bij wijze van *restitutie* te worden verdeeld onder de landen, waaraan het toegestaan is hiervan te profiteeren, naar rato van de hoeveelheden goud die zij respectievelijk verloren hebben ten gevolge van Duitsche beroovingen of onwettige overbrenging naar Duitschland.

*
**

Na de aandeelen van elke Regeering te hebben vastgesteld, voorziet het Accoord, in zijn artikel 2, dat de toewijzing er van door iedere Regeering beschouwd moet worden als dekkende al haar vorderingen en die van haar onderdanen op de vroegere Duitsche Regeering en de Duitsche Regeeringsbureaux. Daarin zijn inzonderheid begrepen, de kosten der Duitsche bezetting, de bedragen op rekening van de *clearing*, verkregen tijdens de bezetting, en de schuldvorderingen op de Reichskreditkassen. Deze bepaling is verklaarbaar door het feit dat al deze uit den oorlog ontstane schuldvorderingen mede als basis gediend hebben voor de berekening van de aandeelen. Indien dus de Staten er om andere redenen zochten gebruik van te maken, zou gansch het Accoord omtrent de vaststelling der aandeelen valscht zijn.

Artikel 2 vermeldt trouwens nauwkeurig dat deze bepalingen geen afbreuk doen aan het te zijner tijd bepalen van de vormen, den duur of het totale bedrag der herstelbetalingen, noch aan het recht dat ieder der toegetroden Regeeringen kan hebben inzake de definitieve regeling der herstelbetalingen, noch ten slotte aan de eischen van politiek, territoriaal of

qu'un Gouvernement signataire pourrait présenter à propos du règlement de la paix avec l'Allemagne.

De plus, l'article 2 n'affecte en rien l'obligation qui incombe aux autorités allemandes d'assurer ultérieurement le paiement des dettes de l'Allemagne et de ses ressortissants, résultant de contrats et autres obligations qui étaient en vigueur ainsi que de droits qui étaient acquis avant que l'état de guerre existât entre l'Allemagne et le Gouvernement signataire intéressé. L'article 2 n'affecte pas davantage les créances d'institutions d'assurance sociale des Gouvernements signataires ou de leurs ressortissants sur les institutions d'assurance sociale de l'ancien Gouvernement allemand. Il n'affecte pas non plus les billets de banque de la Reichsbank et de la Rentenbank, étant entendu toutefois que leur réalisation ne peut avoir pour conséquence de diminuer indûment la masse des Réparations et ne pourra s'effectuer qu'avec l'accord du Conseil de Contrôle en Allemagne.

*
**

D'autre part, il importait de veiller à ce que les biens reçus à titre de Réparation soient, autant que possible, libres de toute charge ou revendication judiciaire. C'est pourquoi l'article 3 prévoit l'engagement, par chacun des Gouvernements signataires, de ne pas faire valoir, ni porter devant des tribunaux internationaux, ni soutenir par une action diplomatique, des réclamations présentées en son nom ou au nom de personnes ayant droit à sa protection, contre tout autre Gouvernement signataire ou ses ressortissants relatives à des biens reçus par ce Gouvernement au titre des Réparations avec l'approbation du Conseil de Contrôle en Allemagne. Il est à remarquer que l'engagement ne vise pas les revendications qui pourraient être formulées contre les Gouvernements représentés au Conseil de Contrôle au cas où ceux-ci affecteraient aux Réparations des biens appartenant à un Gouvernement signataire ou à ses ressortissants. Il importe en effet de tenir compte des principes stipulés dans la Résolution 3, relative aux biens des Nations Unies ou de leurs nationaux en Allemagne.

*
**

En ce qui concerne la répartition des navires marchands et des bateaux de navigation intérieure, il convient de noter qu'elle aura lieu au prorata des pertes globales subies par suite de faits de guerre. Une base d'évaluation est fixée pour les navires marchands et pour les bateaux de navigation intérieure.

anderen aard die een toegetreden Regeering zou kunnen stellen met betrekking tot de vredesregeling met Duitschland.

Bovendien verandert artikel 2 niets aan de verplichting die op de Deutsche overheden rust om ook verder de betaling te verzekeren der schulden van Duitschland en zijn onderdanen, welke voortvloeien uit contracten en andere verplichtingen die van kracht waren, evenals uit rechten, die reeds verkregen waren voordat de oorlogstoestand tussehen Duitschland en de betrokken toegetreden Regeering bestond. Artikel 2 raakt evenmin de schuldvorderingen van sociale verzekeringsinstellingen van de toegetreden Regeeringen of van hun onderdanen op de sociale verzekeringsinstellingen van de vroegere Deutsche Regeering. Het heeft ook geen betrekking op de bankbiljetten van de Reichsbank en Rentenbank, met dien verstande nochtans dat de realisering daarvan niet tot gevolg mag hebben dat het bedrag der herstelbetalingen onbillijk wordt verminderd, en dat ze slechts mag plaats hebben met goedkeuring van den Contrôleraad in Duitschland.

*
**

Anderdeels diende er voor gezorgd dat de goederen die bij wijze van Herstelbetaling ontvangen werden, zooveel mogelijk vrij van kosten of van gerechtelijke opvordering zouden zijn. Daarom voorziet artikel 3 dat ieder der toegetreden Regeeringen er zich toe verplicht, niet te doen gelden, noch voor de internationale rechtbanken te brengen, noch door diplomatieke actie te ondersteunen, vorderingen die in haar naam of uit naam van personen die recht hebben op haar bescherming, worden ingediend tegen iedere andere toegetreden Regeering, of tegen haar onderdanen, met betrekking tot goederen door die Regeering ontvangen als Herstelbetaling, onder goedkeuring van den Contrôleraad in Duitschland. Er dient opgemerkt dat deze verbintenis geenszins de vorderingen betreft die zouden kunnen ingediend worden tegen de Regeeringen welke verlegenvoerdigd zijn in den Contrôleraad, ingeval deze Regeeringen goederen, toebehoorend aan een toegetreden Regeering of aan haar onderhoorigen, voor Herstelbetalingen zouden aanwenden. Er dient namelijk rekening te worden gehouden met de beginselen vermeld in de Resolutie 3, betreffende de goederen van de Vereenigde Volken of van hun nationalen in Duitschland.

*
**

Wat betreft de verdeling der koopvaardij- en der binnenschepen, dient te worden opgemerkt dat deze zal geschieden naar rato van de globale verliezen die ten gevolge van oorlogsfeiten geleden worden. Voor de koopvaardij- en de binnenschepen is er een basis van schatting vastgesteld.

**

Quant aux avoirs allemands se trouvant dans les territoires soumis à la juridiction d'un Gouvernement signataire, ce Gouvernement, par les méthodes de son choix, les retiendra ou en disposera de telle manière qu'ils ne puissent redevenir propriété allemande ou retomber sous contrôle allemand. Ces avoirs ennemis seront imputés sur sa quote-part de Réparations, nets d'impôts arriérés, privilèges et frais de gestion et libres de toutes autres charges *in rem* ainsi que de tous droits contractuels légitimes à l'égard de leurs anciens propriétaires allemands.

D'autre part, le produit net de la liquidation ou des actes de disposition des avoirs allemands en pays neutres sera mis à la disposition de l'Agence Interalliée des Réparations pour être réparti.

**

Telles sont les principales dispositions de l'Accord qu'il importe de prendre en considération pour en apprécier les avantages comme les charges.

Il saute aux yeux que, l'accord étant réalisé sur les principes, la mise en œuvre du mécanisme des Réparations était urgente. En effet, sans la création de l'Agence Interalliée des Réparations, la répartition aux pays signataires de l'Accord, par opposition aux allocations en faveur de la Russie, ne peut commencer. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement n'a pas hésité à signer l'Accord et à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'établissement de l'Agence des Réparations à Bruxelles, en dépit du retard que la dissolution des Chambres devait apporter à l'approbation législative de l'Accord.

L'entrée en vigueur de l'Accord était conditionnée par la signature par des Gouvernements ayant droit collectivement à au moins 80 % des parts prévues dans la Catégorie A, la signature par chaque Gouvernement contractant impliquant que l'effet de l'Accord s'étend à ses colonies, territoires d'outre-mer et territoires sous sa protection ou sa suzeraineté, ou sur lesquels il exerce actuellement un mandat.

Le 14 janvier 1946, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Yougoslavie, ayant décidé de signer l'Accord — ce qui entraînait la mise en vigueur de celui-ci —

**

Wat de Deutsche bezittingen betreft die zich bevinden op het grondgebied dat aan de jurisdictie van een ondertekenende Regeering onderworpen is, zal deze Regeering, door de methodes die zij verkiest, deze vermogens behouden of er over beschikken derwijze dat zij niet opnieuw Duitsch eigendom kunnen worden of onder Duitsch toezicht kunnen komen. Deze vijandelijke vermogens zullen aangerekend worden op haar aandeel in de Herstelbetalingen, vrij van achterstallige belastingen, voorrechten en kosten van beheer en vrij van alle andere zakelijke lasten, alsmede van alle wettelijke contractuele rechten ten opzichte van hun vroegere Deutsche bezitters.

Anderdeels zal de netto-opbrengst van de liquidatie van of beschikking over de Deutsche vermogens in neutrale landen, ter beschikking gesteld worden van het Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen, om verdeeld te worden.

**

Dit zijn de voornaamste bepalingen van het Accoord die in overweging dienen genomen om er zowel de voordeelen als de nadelen van te beoordeelen.

Het ligt vóór de hand dat, zoodra men het eens geworden was omtrent de beginselen, het dringend noodig was het mechanisme van de Herstelbetalingen in werking te brengen. Immers, zonder de oprichting van het Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen, kan er met de verdeling onder de landen die het Accoord onderteekend hebben, in tegenstelling met de toewijzingen ten voordeele van Rusland, geen aanvang worden gemaakt. Daarom heeft de Regeering niet geaarzeld het Accoord te onderteekenen en al de noodige maatregelen te nemen voor de vestiging van het Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen te Brussel, niettegenstaande de goedkeuring door de wetgevende macht ten gevolge van de ontbinding der Kamers zou vertraagd worden.

De inwerkingtreding van het Accoord was afhankelijk van de onderteekening door een aantal Regeeringen welke gezamenlijk recht hebben op ten minsten 80 t.h. der in Categorie A voorziene aandelen; de onderteekening, door iedere verdragsluitende Regeering, bracht mede dat de uitwerking van het Accoord zich uitstrekt tot haar koloniën, haar overzeesche gebieden en gebieden onder haar bescherming of suzeriniteit, of tot de gebieden waarover ze thans een mandaat uitoefent.

Daar de Vereenigde Staten van Amerika, Frankrijk, het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië en Noord-Ierland, Luxemburg, Nederland en Joegoslavië op 14 Januari 1946 besloten hebben het Accoord te onderteekenen, — wat de inwerkingtre-

la Belgique s'est jointe à ces Puissances et a signé sous réserve de ratification. C'est cette ratification, Messieurs, qui est actuellement nécessaire : c'est pourquoi le projet de loi qui suit est proposé à votre approbation. L'accord sur les Réparations a été signé par tous les Gouvernements qui ont participé à la Conférence de Paris.

*Le Ministre des Affaires Étrangères
et du Commerce Extérieur,*

P.-H. SPAAK.

Le Ministre des Affaires Économiques,

A. DEVEZE.

Le Ministre des Finances,

Fr. DE VOGHEL.

ding er van medebracht, — heeft België zich bij deze landen aangesloten en onder voorbehoud van bekrachtiging, het Accoord onderteekend. Deze bekrachtiging, mijne Heeren, is thans vereischt : daarom wordt het navolgend ontwerp van wet U ter goedkeuring voorgelegd. Het Accoord betreffende de Herstelbetalingen werd door al de Regeeringen die aan de Conferentie van Parijs hebben deelgenomen, onderteekend.

*De Minister van Buitenlandsche Zaken
en Buitenlandschen Handel,*

P.-H. SPAAK.

De Minister van Economische Zaken,

A. DEVEZE.

De Minister van Financiën.

Fr. DE VOGHEL.

PROJET DE LOI

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre des Affaires Étrangères et du Commerce Extérieur, du Ministre des Affaires Économiques et du Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le Ministre des Affaires Étrangères et du Commerce Extérieur, le Ministre des Affaires Économiques et le Ministre des Finances sont chargés de déposer en Notre nom le projet de loi dont la teneur suit :

Article unique.

L'Accord sur les Réparations, signé à Paris, le 14 janvier 1946, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 5 juillet 1946.

ONTWERP VAN WET

CHARLES, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van den Minister van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel, van den Minister van Economische Zaken en van den Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel, de Minister van Economische Zaken en de Minister van Financiën zijn gelast in Onzen naam het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Eenig artikel.

Het Accoord betreffende de Herstelbetalingen, onderteeekend te Parijs, op 14 Januari 1946, zal volledige uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, den 5^e Juli 1946.

CHARLES

*Le Ministre des Affaires Étrangères
et du Commerce Extérieur,*

*De Minister van Buitenlandsche Zaken
en Buitenlandschen Handel,*

P.-H. SPAAK.

Le Ministre des Affaires Économiques,

De Minister van Economische Zaken,

A. DEVEZE.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

F. DE VOGHEL.

CONFÉRENCE DE PARIS SUR LES RÉPARATIONS.

9 novembre-21 décembre 1945.

ACTE FINAL.**RECOMMANDATION DE LA CONFÉRENCE.**

La Conférence de Paris sur les Réparations, qui a siégé du 9 novembre 1945 au 21 décembre 1945, recommande aux Gouvernements qui y sont représentés de signer à Paris, aussitôt que possible, un Accord concernant les réparations à recevoir de l'Allemagne, l'institution d'une Agence Interalliée des Réparations et la restitution de l'or monétaire, dans les termes énoncés ci-après.

PROJET.

ACCORD CONCERNANT LES RÉPARATIONS À RECEVOIR DE L'ALLEMAGNE, L'INSTITUTION D'UNE AGENCE INTERALLIÉE DES RÉPARATIONS ET LA RESTITUTION DE L'OR MONÉTAIRE.

Les Gouvernements de l'Albanie, des États-Unis d'Amérique, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, du Danemark, de l'Égypte, de la France, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Grèce, de l'Inde, du Luxembourg, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie, de l'Union de l'Afrique du Sud et de la Yougoslavie, en vue de répartir équitablement entre eux le total des biens qui, conformément aux dispositions du présent Accord et des dispositions convenues à Potsdam, le 1^{er} août 1945, entre les Gouvernements des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, sont ou seront déclarés disponibles au titre des réparations à recevoir de l'Allemagne (ci-après dénommées « réparations allemandes »), en vue de créer une Agence Interalliée des Réparations et en vue d'établir une procédure équitable pour la restitution de l'or monétaire.

**CONFÉRENTIE VAN PARIJS
BETREFFENDE DE HERSTELBETALINGEN.**

9 November-21 December 1945.

SLOTAKTE.**AANBEVELING DER CONFÉRENTIE.**

De Conferentie van Parijs betreffende de Herstelbetalingen, die van 9 November 1945 tot 21 December 1945 gehouden werd, geeft aan de Regeeringen, die er verleggenwoordigd zijn, den raad zoo spoedig mogelijk te Parijs een Accoord te onderteekenen betreffende de van Duitschland te ontvangen herstelbetalingen, de oprichting van een Intergeallieerd Agentschap der Herstelbetalingen en de teruggave van het monetaire goud, opgemaakt in de hierna volgende bewoordingen.

ONTWERP.

ACCOORD BETREFFENDE DE VAN DUITSCHLAND TE ONTVANGEN HERSTELBETALINGEN, DE INSTELLING VAN EEN INTERGEALLIEERD AGENTSCHAP VOOR DE HERSTELBETALINGEN EN DE TERUGGAVE VAN HET MONÉTAIRE GOUD.

De Regeeringen van Albanië, de Vereenigde Staten van Amerika, Australië, België, Canada, Denemarken, Egypte, Frankrijk, het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië en Noord-Ierland, Griekenland, Indië, Luxemburg, Noorwegen, Nieuw-Zeeland, Nederland, Tsjecho-Slowakije, de Zuid-Afrikaansche Unie en Joego-Slavië, ten einde billijk tusschen hen te verdeelen de gezamenlijke goederen die, overeenkomstig de bepalingen van dit Accoord en de schikkingen, welke zijn getroffen te Potsdam, op 1 Augustus 1945, tusschen de Regeeringen van de Vereenigde Staten van Amerika, het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië en Noord-Ierland en de Unie der Socialistische Sowjet Republieken, worden of zullen worden verklaard beschikbaar te zijn voor de van Duitschland te ontvangen herstelbetalingen (verder genoemd « Duitse herstelbetalingen »), met de bedoeling een Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen te stichten en een billijke wijze vast te stellen voor de teruggave van het monetaire goud.

Sont convenus de ce qui suit :

PARTIE I.
REPARATIONS ALLEMANDES.

Article premier.

Quotes-parts de réparations.

A. — Les réparations allemandes (à l'exception des fonds qui doivent être alloués aux termes de l'article 8 de la partie I du présent Accord) sont divisées en catégories de la façon suivante :

Catégorie A, comprenant toutes les formes de réparations allemandes à l'exception de celles comprises dans la *Catégorie B*.

Catégorie B, comprenant tout l'outillage industriel et autres biens d'équipement en capital enlevés d'Allemagne, ainsi que les navires marchands et les bateaux de navigation intérieure.

B. — Chaque Gouvernement signataire a droit, sur la valeur totale des biens de la *Catégorie A*, ainsi que sur la valeur totale des biens de la *Catégorie B*, aux pourcentages indiqués pour chacune de ces catégories dans les colonnes correspondantes du tableau ci-après :

PAYS	Catégorie A	Catégorie B
Albanie	0,05	0,35
Etats-Unis d'Amérique	28,00	11,80
Australie	0,70	0,95
Belgique	2,70	4,50
Canada	3,50	1,50
Danemark	0,25	0,35
Egypte	0,05	0,20
France	16,00	22,80
Royaume-Uni	28,00	27,80
Grèce	2,70	4,35
Inde	2,00	2,90
Luxembourg	0,15	0,40
Norvège	1,30	1,90
Nouvelle-Zélande	0,40	0,60
Pays-Bas	3,90	5,60
Tchécoslovaquie	3,00	4,30
Union de l'Afrique du Sud (1)	0,70	0,10
Yougoslavie	6,60	9,60
Total.	100,00	100,00

(1) Le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud s'est engagé à renoncer à ses droits dans la mesure qui sera nécessaire pour ramener sa quote-part dans la *Catégorie B* à 0,1 %, mais ce Gouvernement aura le droit, lorsqu'il disposera des avoirs allemands de caractère ennemi se trouvant dans les territoires soumis à sa juridiction, d'imputer le montant de la valeur nette de ces avoirs sur sa quote-part dans la catégorie A et sur une quote-part de 1 % dans la *Catégorie B*.

Zijn overeengekomen als volgt :

DEEL I.
DUITSCH HERSTELBETALINGEN.

Eerste artikel.

Aandeelen in de herstelbetalingen.

A. — De Duitse herstelbetalingen (met uitzondering van de fondsen, die moeten worden toegewezen volgens de bepalingen van artikel 8 van deel I van dit Accoord) worden op de volgende wijze in categorieën verdeeld :

Categorie A, omvattend alle vormen van Duitse herstelbetaling, met uitzondering van die, welke begrepen zijn in *Categorie B*.

Categorie B, omvattend de geheele industriele uitrusting en andere kapitaalgoederen, die aan Duitschland worden ontnomen, evenals de koopvaardijschepen en de binnenvaartschepen.

B. — Ieder der tot de overeenkomst toegelreden Regeeringen heeft recht op een percentage van de totale waarde der goederen van *Categorie A*, alsook op een percentage van de waarde der goederen van *Categorie B*, zooals voor ieder van deze categorieën is aangegeven in de corresponderende kolommen van onderstaande tabel :

LANDEN	Categorie A	Categorie B
Albanië	0,05	0,35
Vereenigde Staten van Amerika	28,00	11,80
Australië	0,70	0,95
België	2,70	4,50
Canada	3,50	1,50
Denemarken	0,25	0,35
Egypte	0,05	0,20
Frankrijk	16,00	22,80
Vereenigd Koninkrijk	28,00	27,80
Griekenland	2,70	4,35
Indië	2,00	2,90
Luxemburg	0,15	0,40
Noorwegen	1,30	1,90
Nieuw-Zeeland	0,40	0,60
Nederland	3,90	5,60
Tsjecho-Slowakije	3,00	4,30
Zuid Afrikaansche Unie	0,70	0,10
Joego-Slavië	6,60	9,60
Totaal.	100,00	100,00

(1) De Regeering van de Zuid-Afrikaansche Unie heeft de verbintenissen aangaande af te zien van haar rechten in de mate dat dit zal noodig zijn om haar aandeel in de *Categorie B* op 0,1 t. h. terug te brengen; maar wanneer die Regeering zal beschikken over het Duitsch bezit van vijandelijken aard dat zich bevindt op de grondgebieden, die tot haar rechtsgebied behooren, zal zij het recht hebben het bedrag van de netto-waarde van dit bezit af te trekken van haar aandeel in de *Categorie A* en van een aandeel van 1 t. h. in de *Categorie B*.

C. — Sous réserve des dispositions du paragraphe D ci-dessous, chaque Gouvernement signataire a le droit de recevoir, sur l'ensemble des navires marchands, une part déterminée conformément aux dispositions de l'article 5 de la partie I du présent Accord, à condition que la valeur des navires marchands qui lui sont attribués n'excède pas la valeur de la quote-part à laquelle il a droit dans l'ensemble des biens de la Catégorie B.

Sous réserve des dispositions du paragraphe D ci-dessous, chaque Gouvernement signataire a également le droit de recevoir une part, correspondant à ses droits dans l'ensemble des biens de la Catégorie A, des avoirs allemands situés dans les pays qui sont demeurés neutres dans la guerre contre l'Allemagne.

La répartition entre les Gouvernements signataires des biens disponibles au titre des réparations allemandes, autres que les navires marchands, les bateaux de navigation intérieure et les avoirs allemands situés dans les pays qui sont demeurés neutres dans la guerre contre l'Allemagne, sera conforme aux principes énoncés à l'article 4 de la partie I du présent Accord.

D. — Si un Gouvernement signataire reçoit une part supérieure à son pourcentage de certains types de biens ressortissant soit à la Catégorie C, soit à la Catégorie B, ses droits sur d'autres types de biens de la même catégorie seront réduits de telle sorte que ce Gouvernement ne reçoive pas au total une part supérieure à ses droits dans l'ensemble des biens de cette catégorie.

E. — Aucun Gouvernement signataire ne peut recevoir une part supérieure à ses droits, soit dans l'ensemble des biens de la Catégorie A, soit dans l'ensemble des biens de la Catégorie B, en renonçant à une fraction quelconque de sa quote-part dans l'ensemble des biens de l'autre catégorie; toutefois, en ce qui concerne les avoirs allemands de caractère ennemi soumis à la juridiction d'un Gouvernement signataire, ce Gouvernement a le droit d'imputer, soit sur les biens à recevoir de la Catégorie A, soit sur les biens à recevoir de la Catégorie B, soit pour partie sur les biens de l'une et l'autre catégorie, l'excès de tels avoirs sur sa quote-part de l'ensemble des avoirs allemands de caractère ennemi soumis à la juridiction des Gouvernements signataires, telle qu'elle est fixée pour l'ensemble des biens de la Catégorie A.

F. — L'Agence Interalliée des Réparations, qui doit être instituée conformément à la partie II du présent Accord, débitera le compte réparations de chacun des Gouvernements signataires des avoirs

C. — Onder voorbehoud van het bepaalde in paragraaf D, hieronder vermeld, heeft ieder der toegetreden Regeeringen het recht van de gezamenlijke koopvaardij schepen een deel, vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 van deel I van dit Accoord, te ontvangen, op voorwaarde dat de waarde van de koopvaardij schepen, die aan haar zijn toegewezen, niet de waarde overtreft van het aandeel, waarop zij recht heeft in het totaal der goederen van Categorie B.

Onder voorbehoud van het bepaalde in paragraaf D, hieronder vermeld, heeft ieder der toegetreden Regeeringen insgelijks het recht een met haar rechten op het totaal der goederen van Categorie A overeenkomend aandeel te ontvangen van de Duitse goederen, zich bevindend in de landen die in den oorlog tegen Duitschland neutraal zijn gebleven.

De verdeeling onder de toegetreden Regeeringen van de goederen, die beschikbaar zijn voor Duitse herstelbetalingen, met uitzondering van de koopvaardij schepen, de binnenschepen en de Duitse bezettingen in de landen, die in den oorlog tegen Duitschland neutraal zijn gebleven, zal geschieden volgens de beginselen, vermeld in artikel 4 van deel I van dit Accoord.

D. — Als een toegetreden Regeering een hooger aandeel dan zijn percentage krijgt in bepaalde soorten goederen, die vallen, hetzij onder Categorie A, hetzij onder Categorie B, zullen haar rechten op andere soorten goederen van dezelfde categorie verminderd worden en wel zoodanig, dat deze Regeering in totaal geen aandeel krijgt, dat hooger is dan haar rechten op het totaal der goederen van deze categorie.

E. — Geen toegetreden Regeering kan een aandeel ontvangen dat hooger is dan dat waarop zij recht heeft, hetzij in het totaal der goederen van Categorie A, hetzij in het totaal der goederen van Categorie B, doordat zij afziet van een gedeelte van haar aandeel in het totaal der goederen van de andere categorie; evenwel, als het Duitse goederen van vijandelijk karakter betreft die zijn onderworpen aan de jurisdictie van een toegetreden Regeering, heeft deze Regeering het recht, het meerdere van dergelijke goederen boven haar aandeel in het totaal der Duitse goederen van vijandig karakter, die onderworpen zijn aan de jurisdictie der toegetreden Regeeringen, zooals dit is vastgesteld voor het totaal der goederen van Categorie A, af te schrijven, hetzij op de te ontvangen goederen van Categorie A, hetzij op de te ontvangen goederen van Categorie B, hetzij gedeeltelijk op de goederen der beide categorieën.

F. — Het Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen, dat moet worden gesticht overeenkomstig deel II van dit Accoord zal de rekening der herstelbetalingen van elk der toegetreden Regeerin-

allemands soumis à sa juridiction, en répartissant les débits sur une période de cinq ans. Les débits portés en compte à la date de l'entrée en vigueur du présent Accord ne doivent pas être inférieurs à 20 % de la valeur nette de ces avoirs (définie à l'art. 6 de la partie I du présent Accord) selon l'estimation qui en sera faite à cette date; au début de la deuxième année, ils ne devront pas être inférieurs à 25 % du solde selon l'estimation qui en sera faite à cette date; au début de la troisième année, ils ne devront pas être inférieurs à 33 1/3 % du solde, selon l'estimation qui en sera faite à cette date; au début de la quatrième année, ils ne devront pas être inférieurs à 50 % du solde, selon l'estimation qui en sera faite à cette date; au début de la cinquième année, ils ne devront pas être inférieurs à 90 % du solde, selon l'estimation qui en sera faite à cette date et, à la fin de la cinquième année, ils seront égaux au solde du montant total effectivement réalisé.

G. — Les dérogations suivantes aux dispositions des paragraphes D et E ci-dessus sont applicables au cas d'un Gouvernement signataire, dont les droits dans l'ensemble des biens de la Catégorie B sont inférieurs aux droits dans l'ensemble de la Catégorie A :

1. L'attribution de navires marchands à un Gouvernement se trouvant dans cette situation ne doit pas réduire ses droits sur d'autres types de biens de la Catégorie B, sauf dans la mesure où de telles attributions dépassent en valeur le chiffre obtenu en appliquant à la valeur totale des navires marchands le pourcentage auquel a droit ce Gouvernement dans l'ensemble des biens de la Catégorie A.

2. Si la valeur des avoirs allemands soumis à la juridiction d'un Gouvernement se trouvant dans la même situation excède sa quote-part dans l'ensemble des avoirs allemands soumis à la juridiction des Gouvernements signataires, telle qu'elle résulte du pourcentage qui lui est attribué dans l'ensemble des biens de la Catégorie A, la différence sera imputée en premier lieu sur la fraction additionnelle du pourcentage auquel ce Gouvernement aurait droit dans l'ensemble des biens de la Catégorie B, si l'on appliquait le pourcentage auquel il a droit dans l'ensemble des biens de la Catégorie A aux formes de réparations prévues dans la Catégorie B.

II. — Si un Gouvernement signataire renonce à la totalité ou à une fraction de ses droits dans l'ensemble des réparations allemandes, tels qu'ils sont indiqués au tableau des parts ci-dessus, ou si le dit Gouvernement se retire de l'Agence Interalliée des Répara-

gen debiteeren voor de aan zijn jurisdictie onderworpen Deutsche bezittingen en deze debetbedragen over een periode van 5 jaar verdeelen. De debetbedragen, in rekening gebracht op den datum der inwerkingtreding van dit Accoord, mogen niet lager zijn dan 20 t.h. van de netto-waarde van die bezittingen (bepaald bij artikel 6 van deel I van dit Accoord) volgens de taxatie, die er op dien datum van zal zijn gedaan; aan het begin van het tweede jaar zullen ze niet lager zijn dan 25 t.h. van het saldo volgens de schatting op dien datum; aan het begin van het derde jaar zullen zij niet minder mogen zijn dan 33 1/3 t.h. van het saldo volgens de schatting op dien datum; aan het begin van het vierde jaar zullen ze niet lager mogen zijn dan 50 t.h. van het saldo volgens de schatting op dien datum; aan het begin van het vijfde jaar zullen ze niet lager mogen zijn dan 90 t.h. van het saldo volgens schatting op dien datum en aan het einde van het vijfde jaar zullen ze gelijk zijn aan het saldo van het totale bedrag, dat inderdaad is gerealiseerd.

G. — De volgende afwijkingen van de bepalingen van bovengenoemde paragrafen D en E zijn toepasselijk op het geval van een toetgetreden Regeering, waarvan de rechten op het totaal der goederen van Categorie B lager zijn dan de rechten op het totaal der goederen van Categorie A.

1. De toewijzing van koopvaardij schepen aan een Regeering die zich in dezen toestand bevindt, zal haar rechten op andere soorten goederen van Categorie B niet verminderen, behalve in de mate, waarin dergelijke toewijzingen in waarde het getal overschrijden, dat verkregen wordt door van de totale waarde der koopvaardij schepen het percentage te nemen, waarop deze Regeering recht heeft in het totaal der goederen van Categorie A.

2. Indien de waarde der Deutsche goederen, die onderworpen zijn aan de jurisdictie van een Regeering, die zich in denzelfden toestand bevindt, haar aandeel in het totaal der Deutsche goederen, die aan de jurisdictie der toetgetreden Regeeringen onderworpen zijn, overschrijdt, zooals dit voortvloeit uit het procent, dat haar is toegewezen in het totaal der goederen van Categorie A, zal het verschil in de eerste plaats worden aangerekend op het aanvullende gedeelte van het percentage, waarop deze Regeering recht zou hebben in het totaal der goederen van Categorie B, indien men het procent, waarop zij recht heeft op de gezamenlijke goederen van Categorie A toepaste op de vormen van herstelbetaling van Categorie B.

H. — Indien een toetgetreden Regeering afziet van alle of van een gedeelte van haar rechten op het totaal der Deutsche herstelbetalingen, zooals die zijn aangegeven in bovenstaande tabel der aandelen, of als bedoelde Regeering zich uit het Intergeallieerd

tions à une époque où tout ou partie de ses droits dans les réparations allemandes n'ont pas été convertis, la part ou fraction de part à laquelle il renonce ou qui lui reste due au moment de son retrait sera répartie entre les autres Gouvernements signataires au prorata de leurs propres pourcentages.

Art. 2.

Règlement des créances sur l'Allemagne.

A. — Les Gouvernements signataires conviennent entre eux que leurs quotes-parts respectives de réparations, telles qu'elles sont fixées par le présent Accord, doivent être considérées par chacun d'eux comme couvrant toutes ses créances et celles de ses ressortissants sur l'ancien Gouvernement allemand et les Agences gouvernementales allemandes, créances qui ne font pas expressément l'objet d'autres dispositions, créances de caractère public ou privé, issues de la guerre, y compris le coût de l'occupation allemande, les avoirs en compte de *clearing* acquis pendant l'occupation et les créances sur les Reichskreditkassen.

B. — Les dispositions du paragraphe A ci-dessus ne préjugent pas :

1. La détermination, en temps utile, des formes, de la durée ou du montant total des réparations à effectuer par l'Allemagne.

2. Le droit que chacun des Gouvernements signataires peut avoir en ce qui concerne le règlement définitif des réparations allemandes.

3. Toutes revendications d'ordre politique, territorial ou autre, qu'un Gouvernement signataire pourra présenter à propos du règlement de la paix avec l'Allemagne.

C. — Nonobstant les dispositions du paragraphe A ci-dessus, le présent Accord doit être considéré comme n'affectant pas :

1. L'obligation qui incombe aux autorités allemandes compétentes d'assurer ultérieurement le paiement des dettes de l'Allemagne et de ses ressortissants, résultant de contrats et autres obligations qui étaient en vigueur, ainsi que de droits qui étaient acquis, avant que l'état de guerre existât entre l'Allemagne et le Gouvernement signataire intéressé ou avant l'occupation par l'Allemagne du pays intéressé, selon que l'un ou l'autre événement est survenu le plus tôt.

2. Les créances d'institutions d'assurances sociales des Gouvernements signataires ou de leurs ressortissants sur les institutions d'assurances sociales de l'ancien Gouvernement allemand.

Agentschap voor de Herstelbetalingen terugtrekt op een moment, waarop aan het geheel of een gedeelte van haar rechten op de Deutsche herstelbetalingen nog niet is voldaan, zal het aandeel of gedeeltelijk aandeel waarvan zij afziet, of dat haar nog verschuldigd is op het oogenblik waarop zij zich terugtrekt, onder de andere toegetreden Regeeringen worden verdeeld naar rato van haar eigen percentages.

Art. 2.

Regeling der schuldvorderingen op Duitschland.

A. — De toegetreden Regeeringen komen onderling overeen, dat haar respectievelijke aandelen in de herstelbetalingen, zooals die door dit Accoord zijn vastgesteld, door ieder van hen beschouwd moeten worden als dekkende al haar vorderingen en die van haar onderdanen op de oude Deutsche Regeering en de Deutsche Regeeringsbureaux, van publiek of privaats karakter, voortgesproten uit den oorlog, voor zoover niet uitdrukkelijk voorwerp van andere regelingen, met inbegrip van de kosten der Deutsche bezetting, de bedragen op rekening van de *clearing*, verkregen tijdens de bezetting en de schuldvorderingen op de Reichskreditkassen.

B. — De bepalingen van bovengenoemde paragraaf A doen geen afbreuk aan :

1. Het te zijner tijd bepalen van de vormen, den duur of het totale bedrag der betalingen, die Duitschland zal hebben te doen;

2. Het recht, dat ieder der toegetreden Regeeringen kan hebben, inzake de definitieve regeling der Deutsche herstelbetalingen;

3. Iedere eisch van politiek, territoriaal of anderen aard, die een toegetreden Regeering kan stellen met betrekking tot de vredesregeling met Duitschland.

C. — Ondanks de bepalingen van bovenstaande paragraaf A, moet dit Accoord beschouwd worden als niet rakende :

1. De verplichting, die op de bevoegde Deutsche autoriteiten rust om ook verder de betaling te verzekeren der schulden van Duitschland en zijn onderdanen, welke voortvloeien uit contracten en andere verplichtingen, die van kracht waren, evenals uit rechten, die reeds verkregen waren, voordat de oorlogstoestand tusschen Duitschland en de betrokken toegetreden Regeering bestond of vóór de bezetting van het betrokken land door Duitschland, naar gelang de eerste of de laatste gebeurtenis vroeger heeft plaats gegrepen;

2. De schuldvorderingen van sociale verzekeringsinstellingen van de toegetreden Regeeringen of van hun onderdanen op de sociale verzekeringsinstellingen van de vroegere Deutsche Regeering;

3. Les billets de banque de la Reichsbank et de la Rentenbank, étant entendu que leur réalisation ne peut avoir pour conséquence de diminuer indûment la masse des réparations et ne pourra s'effectuer qu'avec l'accord du Conseil de Contrôle en Allemagne.

D. — Nonobstant les dispositions du paragraphe A du présent article, les Gouvernements signataires conviennent, pour autant que la question les concerne, que le Gouvernement tchécoslovaque sera habilité à tirer sur le compte *giro* de la Banque nationale de Tchécoslovaquie à la Reichsbank, dans le cas où telle mesure serait décidée par le Gouvernement tchécoslovaque et approuvée par le Conseil de Contrôle en Allemagne, en rapport avec le mouvement de Tchécoslovaquie vers l'Allemagne d'anciens ressortissants tchécoslovaques.

Art. 3.

Renonciation aux créances sur les biens attribués au titre des réparations.

Chacun des Gouvernements signataires s'engage à ne pas faire valoir, ni porter devant des tribunaux internationaux, ni soutenir par une action diplomatique des réclamations présentées en son nom ou au nom de personnes ayant droit à sa protection, contre tout autre Gouvernement signataire ou de ses ressortissants, relatives à des biens reçus par ce Gouvernement au titre des réparations, avec l'approbation du Conseil de Contrôle en Allemagne.

Art. 4.

Principes généraux pour la répartition de l'outillage industriel ou d'autres biens d'équipement en capital.

A. — Aucun Gouvernement signataire ne devra demander l'attribution, dans sa part de réparations, d'outillage industriel ou d'autres biens d'équipement en capital enlevés d'Allemagne si ce n'est aux fins d'utilisation sur son propre territoire, ou, en dehors de son territoire, par ses propres nationaux.

B. — En soumettant leurs demandes à l'Agence Interalliée des Réparations, les Gouvernements signataires s'efforceront de présenter des programmes d'ensemble comprenant des groupes de biens connexes plutôt que des demandes visant des biens isolés ou de petits groupes de biens. Il est reconnu que l'activité du Secrétariat de l'Agence sera d'autant plus efficace que les programmes que lui présenteront les Gouvernements signataires auront davantage le caractère de programmes d'ensemble.

3. De bankbiljetten van Reichsbank en Rentenbank, met dien verstande, dat de realisering daarvan niet tot gevolg mag hebben, dat het gezamenlijk bedrag der herstelbetalingen onbillijk wordt vermindert en slechts mag plaats hebben met goedkeuring van den Contrôleraad in Duitschland.

D. — Ongeacht de bepalingen van paragraaf A van dit artikel, komen de toegetreden Regeeringen overeen, voor zooveel hen aangaat, dat de Tsjecho-Slowaaksche Regeering bevoegd zal zijn om een wissel te trekken op de *girorekening* van de Nationale Bank van Tsjecho-Slowakije bij de Reichsbank, voor het geval tot een dergelijke maatregel zou worden besloten door de Tsjecho-Slowaaksche Regeering en deze wordt goedgekeurd door de Contrôleraad in Duitschland in verband met de overbrenging van Tsjecho-Slowakije naar Duitschland van vroegere Tsjecho-Slowaaksche onderdanen.

Art. 3.

Afstand van vorderingen inzake goederen, toegewezen bij wijze van herstelbetaling.

Ieder der toegetreden Regeeringen verplicht zich niet te doen gelden, noch voor de internationale rechtbanken te brengen, noch door de diplomatieke actie te ondersteunen, vorderingen, die in haar naam of uit naam van personen, die recht hebben op haar bescherming, worden ingediend tegen iedere andere toegetreden Regeering of tegen haar onderdanen, met betrekking tot goederen door die Regeering ontvangen als herstelbetaling, met de goedkeuring van den Contrôleraad in Duitschland.

Art. 4.

Algemeene beginselen voor de verdeling van de industrieeluitrusting en van andere kapitaalgoederen.

A. — Geen enkele toegetreden Regeering mag toewijzing vragen, bij wijze van herstelbetalingen van industriele uitrusting of andere kapitaalgoederen, die aan Duitschland ontnomen zijn, tenzij voor gebruik op eigen grondgebied of, buiten haar grondgebied, door eigen onderdanen.

B. — Bij het voorleggen van hun aanvragen aan het Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen zullen de toegetreden Regeeringen er naar streven verzamelopgaven in te dienen die samenhangende groepen van goederen omvatten, liever dan aanvragen te doen voor afzonderlijke goederen of kleine groepen goederen. Het is duidelijk, dat de werkzaamheid van het Secretariaat van het Agentschap des te doeltreffender zal zijn, naarmate de door de bedoelde Regeeringen aangeboden opgaven meer het karakter hebben van verzamelopgaven.

C. — Pour l'attribution des biens déclarés disponibles pour les réparations, autres que les navires marchands, les bateaux de navigation intérieure et les avoirs allemands dans les pays qui sont demeurés neutres au cours de la guerre contre l'Allemagne, l'Agence Interalliée des Réparations s'inspirera des principes généraux suivants :

1. Tout bien ou groupe de biens connexes, dans lesquels un pays demandeur possède des intérêts financiers substantiels antérieurs à la guerre, doit être attribué à ce pays, s'il le désire. Dans le cas où deux ou plusieurs pays demandeurs possèdent des intérêts substantiels de cette nature, dans un bien ou un groupe de biens définis, l'attribution doit se faire en tenant compte des critères énoncés ci-après.

2. Dans le cas de demandes concurrentes, si l'attribution n'est pas déterminée par les dispositions du paragraphe 1, il sera fait état, entre autres facteurs pertinents, des considérations suivantes :

a) Le degré d'urgence du besoin qu'a chaque pays demandeur de disposer du bien ou des biens disponibles pour remettre en état, reconstruire ou d'une manière générale restaurer son économie nationale dans sa pleine activité;

b) La mesure dans laquelle le bien, ou les biens, remplaceraient des biens détruits, endommagés, ou ayant fait l'objet de spoliations pendant la guerre, ou des biens qui doivent être remplacés à la suite d'usure anormale due à la production du temps de guerre, et qui sont susceptibles de jouer un rôle important dans l'économie du pays demandeur;

c) Le rôle du bien ou des biens dont il s'agit dans le cadre général de l'économie d'avant-guerre du pays demandeur et dans les programmes établis en vue de l'ajustement et du développement de son économie d'après-guerre;

d) Les demandes des pays dont les quotes-parts de répartitions sont faibles, mais qui ont besoin de certains biens ou catégories de biens nettement déterminés.

3. Les programmes d'attribution devront conserver un équilibre raisonnable entre les différents ayants droit en ce qui concerne la fraction déjà satisfaite de leurs quotes-parts respectives, sous réserve des exceptions temporaires qui peuvent se justifier par les considérations du paragraphe 2, a ci-dessus.

C. — Voor toewijzing van voor herstelbetaling in aanmerking gebrachte goederen, behalve de koopvaardijschepen, de binnenschepen en de Duitse bezittingen in landen die tijdens den oorlog tegen Duitschland neutraal zijn gebleven, zal het Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen uitgaan van de volgende algemeene beginselen :

1. Ieder goed of iedere groep van samenhangende goederen waarin een vragend land belangrijke financiële belangen heeft, dateerend van vóór den oorlog, moet desverlangd aan dat land worden toegewezen. Voor het geval twee of meer vragende landen belangrijke belangen van dien aard hebben in een goed of een groep van bepaalde goederen, zal bij de toewijzing worden rekening gehouden met de volgende criteria;

2. In geval van concurrente aanvragen, indien de toewijzing niet geregeld is door het bepaalde in paragraaf 1, zal, naast andere gepaste factoren, worden rekening gehouden met de volgende beweeggronden :

a) Den graad der urgentie van de behoefte, die ieder vragend land heeft, om te beschikken over het goed of over de beschikbare goederen om zijn nationale economie te herstellen, weder op te bouwen, of in het algemeen weer op vollen gang te brengen;

b) De mate, waarin het goed of de goederen zouden vervangen, verwoeste, beschadigde of tijdens den oorlog geroofde goederen of goederen die moeten worden vervangen ten gevolge van abnormale slijtage, veroorzaakt door de productie tijdens den oorlog, en die een belangrijke rol kunnen spelen in de economie van het vragende land;

c) De rol van het betreffende goed of goederen in het algemeene kader der vóóroorlogsche economie van het vragende land en in de plannen, opgesteld met het doel zijn naoorlogsche economie aan te passen en te ontwikkelen;

d) De aanvragen van de landen wier aandeel in de herstelbetalingen klein is, maar die behoefte hebben aan zekere goederen of groepen van goederen, welke nauwkeurig bepaald zijn.

3. De toewijzingsplannen zullen een redelijk evenwicht moeten bewaren tusschen de verschillende rechthebbenden wat betreft het reeds voldane gedeelte van hun respectievelijke quota's, onder voorbehoud van de tijdelijke uitzonderingen, die kunnen worden gerechtvaardigd door de overwegingen van bovenstaande paragraaf 2, a.

Art. 5.

Principes généraux pour la répartition des navires marchands et des bateaux de navigation intérieure.

A. — 1. Les navires de commerce allemands disponibles pour répartition au titre des réparations entre les Gouvernements signataires seront répartis entre ceux-ci au prorata des pertes globales respectives de navires marchands, calculées en prenant comme base le tonnage brut, que les Gouvernements signataires et leurs ressortissants ont subies par suite de faits de guerre. Il est reconnu que la cession de navires de commerce par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni à d'autres Gouvernements est effective sous réserve de telle approbation définitive par les organes législatifs de ces deux pays qui pourrait être nécessaire.

2. Un Comité spécial, composé de représentants des Gouvernements signataires, sera constitué par l'Assemblée de l'Agence Interalliée des Réparations pour présenter des recommandations au sujet de la détermination de ces pertes et de l'attribution des navires de commerce allemands disponibles pour répartition.

3. La valeur des navires de commerce allemands portée dans les comptes de réparations sera la valeur fixée par la Commission tripartite de la Marine marchande sur la base des prix de 1938 en Allemagne, majorée de 15 % et avec application d'un coefficient de dépréciation.

B. — En raison du fait reconnu que certains pays ont particulièrement besoin de bateaux de navigation intérieure, la répartition de ces bateaux sera confiée à un Comité spécial constitué par l'Assemblée de l'Agence Interalliée des Réparations dans les cas où des bateaux de navigation intérieure deviendraient disponibles ultérieurement au titre des réparations pour les Gouvernements signataires.

L'évaluation des bateaux de navigation intérieure sera faite sur la base adoptée pour la marine marchande ou sur une base équitable en rapport avec elle.

Art. 6.

Avoirs allemands à l'étranger.

A. — Chacun des Gouvernements signataires, par les méthodes de son choix, retiendra les avoirs allemands ennemis se trouvant dans les territoires soumis à sa juridiction, ou en disposera, de telle manière

Art. 5.

Algemeene beginselen voor de verdeling der koopvaardijschepen en der schepen voor de binnenvaart.

A. — 1. De Deutsche koopvaardijschepen, die beschikbaar zijn voor verdeling bij wijze van herstelbetaling onder de toegetreden Regeeringen, zullen onder dezen worden verdeeld naar rato van de globale verliezen aan koopvaardijschepen, berekend op basis van de bruto tonnenmaat, die de toegetreden Regeeringen en hun onderdanen door oorlogshandelingen hebben geleden. Het wordt erkend, dat de overdracht van koopvaardijschepen door de Regeeringen der Vereenigde Staten van Amerika en van het Vereenigd Koninkrijk aan andere Regeeringen plaats heeft, onder voorbehoud van een zoodanige definitieve goedkeuring door de wetgevende organen dezer beide landen, als noodig mocht zijn.

2. Een Speciaal Comité, samengesteld uit vertegenwoordigers van de toegetreden Regeeringen, zal worden ingesteld door de Vergadering van het Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen om voorstellen te doen inzake het bepalen van die verliezen en de toewijzing der voor de verdeling beschikbare koopvaardijschepen.

3. De waarde der Deutsche koopvaardijschepen, die op de rekeningen der herstelbetalingen zullen worden geboekt, zal de waarde zijn, vastgesteld door de driedelige Commissie van de Handelsvloot, op basis der prijzen in Duitschland van 1938, verhoogd met 15 t.h. en met toepassing van een coëfficiënt voor waardevermindering.

B. — Met het oog op het erkende feit, dat sommige landen meer in het bijzonder behoefte hebben aan schepen voor de binnenvaart, zal de verdeling van deze schepen worden toevertrouwd aan een Speciaal Comité, samengesteld door de Vergadering van het Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen, voor het geval dat schepen voor de binnenvaart in de toekomst beschikbaar komen als herstelbetaling voor de toegetreden Regeeringen.

De schepen voor de binnenvaart zullen getaxeerd worden op de basis, aangenomen voor de koopvaardijvloot of op een daarmee overeenkomende billijke basis.

Art. 6.

Duitsche bezittingen in den vreemde.

A. — Ieder der toegetreden Regeeringen zal, volgens zelf te bepalen methode, de vijandelijke Duitse goederen behouden, die zich op het onder haar jurisdictie staand grondgebied bevinden, of zal er

qu'ils ne puissent redevenir propriété allemande ou retomber sous contrôle allemand, et imputera sur sa quote-part de réparations les avoirs dont il s'agit (nets d'impôts arriérés, privilèges et frais de gestion, et libres de toutes autres charges *in rem* grevant des éléments déterminés de ces avoirs ainsi que de tous droits contractuels légitimes à l'égard des anciens propriétaires allemands de ces avoirs).

B. — Les Gouvernements signataires communiqueront à l'Agence Interalliée des Réparations toutes les informations que celle-ci demandera sur le montant de ces avoirs et sur les produits périodiquement réalisés par la liquidation des dits avoirs.

C. — La propriété ou le contrôle des avoirs allemands se trouvant dans les pays restés neutres pendant la guerre contre l'Allemagne seront retirés à l'Allemagne. Ces avoirs seront liquidés ou il en sera disposé, conformément aux décisions que peuvent prendre les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni, en exécution d'accords que ces Puissances négocieront avec les pays neutres; le produit net de la liquidation ou des actes de disposition de ces avoirs sera mis à la disposition de l'Agence Interalliée des Réparations pour être réparti au titre des réparations.

D. — Dans l'application des dispositions du paragraphe A ci-dessus, les avoirs qui étaient la propriété d'un pays membre des Nations Unies ou d'une personne ressortissant de ce pays et non de l'Allemagne au moment de l'annexion ou de l'occupation de ce pays par l'Allemagne ou de son entrée en guerre, ne seront pas imputés à son compte de réparations, étant entendu que la disposition qui précède ne préjuge aucune des questions qui pourraient se poser au sujet d'avoirs qui n'étaient pas la propriété d'un ressortissant du pays en question au moment de l'annexion ou de l'occupation de ce pays par l'Allemagne ou de son entrée en guerre.

E. — Les avoirs allemands de caractère ennemi à imputer sur les quotes-parts de réparations devront inclure les avoirs qui sont en réalité des avoirs allemands de caractère ennemi, même si le propriétaire apparent de tels avoirs n'est pas un Allemand de caractère ennemi.

Chaque Gouvernement signataire, si ce n'est déjà fait, devra promulguer des textes législatifs et pren-

zoodanig over beschikken, dat zij niet opnieuw Duitsch eigendom kunnen worden of weer onder Duitse controle komen en zal de goederen in kwestie (vrij van achterstallige belasting, privileges en kosten van beheer en vrij van alle andere zakelijke lasten, die op bepaalde elementen van die goederen drukken, en vrij van alle wettelijke contractuele rechten ten opzichte van de vroegere Duitse bezitters dier goederen) op haar aandeel in de herstelbetalingen afschrijven.

B. — De toegetreden Regeeringen zullen aan het Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen alle inlichtingen verschaffen die het zal vragen omtrent de waarde van die goederen en omtrent de opbrengst die periodiek wordt verkregen door de liquidatie van deze goederen.

C. — Het eigendom van of de controle over Duitse goederen, die zich bevinden in landen, die tijdens den oorlog tegen Duitschland neutraal bleven, zal aan Duitschland worden ontnomen. Deze goederen zullen geliquideerd worden of er zal over beschikt worden overeenkomstig de beslissingen, die de Vereenigde Staten van Amerika, Frankrijk en het Vereenigd Koninkrijk kunnen nemen, ter uitvoering van overeenkomsten, die deze Mogendheden zullen sluiten met de neutrale landen; de netto opbrengst van de liquidatie van of de beschikking over deze goederen zal ter beschikking worden gesteld van het Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen, om als herstelbetaling te worden verdeeld.

D. — Bij de toepassing van de bepalingen van bovengenoemde paragraaf A zullen de goederen, die het eigendom waren van een land dat lid is der Vereenigde Naties of van een onderdaan van dat land en niet van Duitschland, op het oogenblik der annexatie of der bezetting van dat land door Duitschland of der toetreding van dat land tot den oorlog, niet worden afgeschreven op zijn rekening voor de herstelbetalingen, met dien verstande dat de voorgaande bepaling zich niet bij voorbaat uitspreekt over kwesties, die zouden kunnen ontstaan met betrekking tot goederen, die niet het eigendom waren van een onderdaan van het bedoelde land op het oogenblik van de annexatie of bezetting van dat land door Duitschland of van zijn intrede in den oorlog.

E. — De Duitse goederen van vijandelijk karakter, die moeten worden afgeschreven op de herstelbetaling-quota's, zullen alle goederen moeten omvatten die in werkelijkheid Duitse goederen zijn van vijandelijk karakter, zelfs indien de schijnbare eigenaar van die goederen geen Duitser is van vijandelijk karakter.

Elke toegetreden Regeering moet, als dit niet reeds gedaan is, wetten afkondigen en alle andere maat-

dre toutes autres mesures appropriées pour annuler tous les transferts effectués après l'occupation de son territoire ou son entrée en guerre, dans l'intention frauduleuse de dissimuler des intérêts allemands de caractère ennemi et de les soustraire aux effets des mesures de contrôle sur les intérêts allemands de caractère ennemi.

F. — L'Assemblée de l'Agence Interalliée des Réparations constituera un Comité d'Experts en matière de séquestre de biens ennemis en vue de résoudre les difficultés pratiques de droit et d'interprétation qui pourraient surgir. Le Comité devra veiller notamment à éviter tout ce qui pourrait avoir pour résultat le maintien de transactions fictives ou autres, destinées soit à favoriser des intérêts ennemis, soit à diminuer indûment la masse des biens susceptibles d'être affectée aux réparations.

Art. 7.

Approvisionnementnements capturés.

La valeur des approvisionnementnements et autres matériels susceptibles de servir à des usages civils, pris aux forces armées allemandes hors d'Allemagne et remis à des Gouvernements signataires, sera imputée sur leurs parts de réparations pour autant que ces approvisionnementnements par les Gouvernements des payés, ou bien remis en vertu d'autres arrangements ne prévoyant pas de contre-partie.

Il est reconnu que les transferts de tels matériels et approvisionnementnements par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni à d'autres Gouvernements sont soumis à telle approbation définitive par les organes législatifs de ces deux pays qui pourrait être nécessaire.

Art. 8.

Attribution d'une part des réparations aux victimes non rapatriables de l'action allemande.

Etant donné qu'un grand nombre de personnes ont souffert cruellement du fait des Nazis et ont actuellement un besoin impérieux d'être aidées pour leur « réhabilitation », mais ne peuvent demander l'assistance d'aucun Gouvernement recevant des réparations de l'Allemagne, les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, en consul-

regelen nemen, die noodig zijn om alle overdrachten ongedaan te maken, die plaats vonden na de bezetting van haar grondgebied of haar deelneming aan den oorlog, met de bedriegelijke bedoeling om de Duitsche belangen van vijandelijk karakter te verbergen en deze te onttrekken aan de controlemaatregelen ten aanzien van de Duitsche belangen van vijandelijk karakter.

F. — De Vergadering van het Intergeallieerd Agenstschap voor de Herstelbetalingen zal een Comité van Deskundigen op het gebied van beheer van vijandelijke goederen benoemen, ten einde de praktische moeilijkheden op te lossen, die zich kunnen voordoen met betrekking tot het recht en de interpretatie daarvan. Het Comité zal er met name moeten voor zorgen, dat alles vermeden wordt wat tot resultaat kan hebben het voortduren van fictieve of andere transacties, bestemd hetzij om vijandelijke belangen te bevoordeelen, hetzij om onrechtmatig de hoeveelheid der goederen te verkleinen, die onder de herstelbetalingen zouden kunnen vallen.

Art. 7.

In beslag genomen voorraden.

De waarde der voorraden en ander voor burgerlijk gebruik geschikt materiaal, dat aan de Duitsche Weermacht buiten Duitschland is ontnomen en ter hand is gesteld aan de toetredende Regeeringen, zal worden afgeschreven op hun aandeel in de herstelbetalingen, voor zoover deze voorraden en materialen niet betaald zijn of niet werden overhandigd krachtens andere beschikkingen, waarbij met geen tegenprestatie is rekening gehouden.

Er is overeengekomen dat de overdrachten van dergelijke materialen en voorraden door de Regeeringen der Vereenigde Staten van Amerika en van het Vereenigd Koninkrijk aan andere Regeeringen onderworpen zijn aan de definitieve goedkeuring door de wetgevende organen der beide landen, als die noodzakelijk is.

Art. 8.

Toewijzing van een deel der herstelbetalingen aan de slachtoffers der Duitsche actie, die niet naar hun vaderland kunnen terugkeeren.

Aangezien een groot aantal personen wreed van de Nazi's te lijden heeft gehad en thans dringend behoefte heeft aan hulp van « rehabilitatie » en geen enkele hulp kan vragen aan een Regeering, die herstelbetalingen krijgt van Duitschland, zullen de Regeeringen van de Vereenigde Staten van Amerika, Frankrijk, het Vereenigd Koninkrijk, Tsjecho-Slowakije en Joego-Slavië, na advies van het Intergou-

tation avec le Comité Intergouvernemental des Réfugiés, établiront d'urgence un plan, agréé d'un commun accord, et ce, sur les bases générales suivantes :

A. — Une part des réparations constituée par l'ensemble de l'or monétaire trouvé en Allemagne par les forces armées alliées et par une somme complémentaire n'excédant pas 25 millions de dollars sera affectée à la « réhabilitation » et au rétablissement des victimes non rapatriables de l'action allemande.

B. — Cette somme de 25 millions de dollars sera prélevée sur le produit de la liquidation des avoirs allemands se trouvant dans les pays neutres et disponibles pour les réparations.

C. — Les Gouvernements des pays neutres seront priés de rendre disponibles à cette fin (en sus de la somme de 25 millions de dollars) les avoirs dans lesdits pays appartenant à des victimes d'actes des Nazis qui sont mortes depuis sans laisser d'héritiers.

D. — Seules seront susceptibles d'être admises à bénéficier de l'assistance prévue par le plan dont il s'agit les personnes — ainsi que leur famille et les personnes à leur charge — qui ont été réellement victimes des persécutions nazies et qui appartiennent aux catégories suivantes :

1. Réfugiés de l'Allemagne ou de l'Autriche nationales-socialistes qui ont besoin d'assistance et ne peuvent pas être renvoyés dans leur pays dans un délai raisonnable par suite des conditions existantes.

2. Ressortissants allemands et autrichiens résidant actuellement en Allemagne ou en Autriche, dans les cas exceptionnels où il est raisonnable, pour des considérations d'humanité, de les aider à émigrer et pourvu qu'ils émigrent effectivement dans un délai raisonnable.

3. Ressortissants des pays antérieurement occupés par les Allemands qui ne peuvent pas être rapatriés, ou ne sont pas à même de l'être dans un délai raisonnable. Afin de réserver toute l'assistance aux réfugiés les plus malheureux et les plus méritants, et d'exclure de son bénéfice les personnes dont la loyauté à l'égard des Nations Unies est, ou a été, douteuse, l'assistance ne sera accordée aux ressortissants ou anciens ressortissants des pays antérieurement occupés que s'ils ont été internés dans un camp de concentration nazi ou dans des camps de concentration institués par des

vernementeel Vluchtelingen Comité, bij hoogdringendheid een plan opmaken, dat eenstemmig moet zijn aangenomen, op de volgende algemeene grondslagen :

A. — Een aandeel der herstelbetalingen, bestaande uit het total bedrag van het door de geallieerde troepen in Duitschland gevonden niet-monetaire goud en uit een aanvullend bedrag, dat 25 miljoen dollars niet zal te boven gaan, zal aangewend worden voor de « revalidatie » en de nieuwe vestiging van de slachtoffers der Duitse actie, die niet naar hun vaderland kunnen terugkeeren.

B. — Deze som van 25 miljoen dollars zal worden afgenomen van de opbrengst der liquidatie van de Duitse goederen, die zich in neutrale landen bevinden en die beschikbaar zijn voor herstelbetalingen.

C. — De Regeeringen der neutrale landen zullen worden verzocht voor dat doel (boven de som van 25 miljoen dollars) de zich in genoemde landen bevindende goederen beschikbaar te stellen, die toebehooren aan slachtoffers van de actie der Nazi's, die sindsdien gestorven zijn zonder erfgenamen achter te laten.

D. — Alleen zullen in de termen vallen om te kunnen profiteeren van de hulp, in dit plan voorzien, personen — evenals hun gezin en personen te hunnen laste —, die werkelijk het slachtoffer zijn geweest van vervolgingen door de Nazi's en die behooren tot de volgende categorieën :

1. Vluchtelingen uit het nationaal-socialistische Duitschland of Oostenrijk, die hulp nodig hebben en die ten gevolge van de bestaande omstandigheden niet binnen een redelijken tijd naar hun land kunnen teruggestuurd;

2. Duitse en Oostenrijksche onderdanen, die werkelijk in Duitschland of Oostenrijk wonen, in de uitzonderlijke gevallen dat het om redenen van humaniteit redelijk is hen te helpen emigreeren en mits zij daadwerkelijk binnen een redelijken tijd hun land verlaten;

3. Onderdanen van vroeger door de Duitschers bezette landen, die niet naar hun vaderland kunnen worden teruggezonden of voor wie zulks binnen redelijken tijd onmogelijk is. Ten einde alle hulp te reserveeren voor de ongelukkigste en meest verdienstelijke vluchtelingen en van dit voorrecht uit te sluiten de personen, wier loyaliteit tegenover de Vereenigde Naties twijfelachtig is of was, zal de steun slechts verleend worden aan onderdanen of oud-onderdanen van vroeger bezette landen, als ze geïnterneerd zijn geweest in een Nazi-concentratie-

régimes subissant l'influence nazie, non compris les personnes qui n'ont été internées que dans les camps de prisonniers de guerre.

E. — Les fonds rendus disponibles conformément aux paragraphes A et B ci-dessus seront gérés par le Comité Intergouvernemental des Réfugiés ou par un Organisme des Nations Unies auquel les fonctions que le Comité Intergouvernemental exerce dans ce domaine pourront être transférées dans l'avenir.

Les fonds rendus disponibles aux termes du paragraphe C ci-dessus seront gérés pour les fins générales visées par le présent article, conformément à un programme de gestion qui sera établi par les cinq Gouvernements ci-dessus.

F. — L'or non monétaire trouvé en Allemagne sera mis à la disposition du Comité Intergouvernemental des Réfugiés aussitôt que le plan aura été élaboré.

G. — Le Comité Intergouvernemental des Réfugiés aura le pouvoir d'assurer la réalisation des fins pour lesquelles le fonds est créé, par l'intermédiaire d'organismes d'exécution compétents de caractère public ou privé.

H. — Les fonds seront employés non à indemniser des victimes individuelles, mais à faciliter la « réhabilitation » ou le rétablissement des personnes appartenant aux catégories bénéficiaires de l'assistance.

I. — Aucune disposition du présent article ne sera considérée comme préjugant les réclamations que des réfugiés pourront être fondés à présenter à titre individuel à un Gouvernement allemand futur, sauf dans la mesure où ces réfugiés ont bénéficié des ressources prévues aux paragraphes A et C ci-dessus.

PARTIE II.

AGENCE INTERALLIÉE DES RÉPARATIONS.

Article premier.

Constitution de l'Agence.

Les Gouvernements signataires du présent Accord établissent une Agence Interalliée des Réparations (ci-après appelée « l'Agence »). Chacun d'eux nomme un délégué à l'Agence et peut également nommer un délégué suppléant, lequel, en l'absence du délégué, a les fonctions et pouvoirs de celui-ci.

kamp of in de concentratiekampen opgericht door een onder Nazi-invloed staand régime, uitgezonderd de personen, die alleen in een krijgsgevangenkamp zijn geïnterneerd geweest.

E. — De fondsen, die beschikbaar worden gesteld overeenkomstig de bovenstaande paragrafen A en B, zullen beheerd worden door de Intergouvernementeel Vluchtelingen Comité of door een organisatie van de Vereenigde Naties, waaraan in de toekomst de functies, die het Intergouvernementeel Comité op dat gebied uitoefent, kunnen worden overgedragen.

De overeenkomstig de bepalingen van bovenstaande paragraaf C beschikbaar komende fondsen zullen beheerd worden voor het algemeene doel van dit artikel, overeenkomstig een plan van beheer, opgemaakt door de vijf bovengenoemde Regeringen.

F. — Het in Duitschland gevonden niet monetaire goud zal ter beschikking worden gesteld van het Intergouvernementeel Vluchtelingen Comité, zoodra het plan zal zijn uitgewerkt.

G. — Het Intergouvernementeel Vluchtelingen Comité zal de bevoegdheid hebben de verwezenlijking der doelstellingen, waarvoor het fonds opgericht is, te verzekeren door bemiddeling van deskundige uitvoerings-organisaties van publiek of privaats karakter.

H. — De fondsen zullen worden gebruikt, niet om individuele slachtoffers schadeloos te stellen, maar om de « rehabilitatie » en de nieuwe vestiging te vergemakkelijken van personen die behooren tot de voor hulp in aanmerking komende categorieën.

I. — Geen enkele bepaling van dit artikel kan nadeel brengen aan de eischen, die de vluchtelingen gerechtigd zijn individueel in te dienen tegen een toekomstige Deutsche Regëring, behoudens voor zoover deze vluchtelingen hebben geprofileerd van hulp, als voorzien in bovenstaande paragrafen A en C.

DEEL II.

INTERGEALLIEERD AGENTSCHAP VOOR DE HERSTELBETALINGEN.

Eerste artikel.

Oprichting van het Agenschap.

De Regeeringen, die dit Accoord hebben geteekend, richten een Intergeallieerd Agenschap voor de Herstelbetalingen op (verder genoemd « Agenschap »). Ieder van hen benoemt een gedelegeerde naar het Agenschap en kan insgelijks een plaatsvervangend gedelegeerde benoemen, die, bij afwezigheid van den gedelegeerde, diens functies en diens bevoegdheid heeft.

Art. 2.

Fonctions de l'Agence.

A. — L'Agence répartit entre les Gouvernements signataires les réparations allemandes conformément aux dispositions du présent Accord et de tous autres accords qui sont ou seront en vigueur entre les Gouvernements signataires. A cette fin, l'Agence est l'organe par lequel les Gouvernements signataires reçoivent les informations relatives aux prestations disponibles à titre de réparations et expriment leurs desiderata en la matière.

B. — L'Agence traite toutes questions concernant la restitution à un Gouvernement signataire d'un bien situé dans l'une des zones occidentales d'Allemagne, qui lui sont déferées par le Commandant en chef de cette zone (agissant pour le compte de son Gouvernement), en accord avec le ou les Gouvernements demandeurs, sans préjuger toutefois le règlement de ces questions entre les Gouvernements signataires intéressés, soit par voie d'accord, soit par une procédure arbitrale.

Art. 3.

Organisation intérieure de l'Agence.

A. — Les organes de l'Agence sont l'Assemblée et le Secrétariat.

B. — L'Assemblée se compose des délégués; elle est présidée par le Président de l'Agence. Le Président de l'Agence est le délégué du Gouvernement français.

C. — Le Secrétariat est sous la direction d'un Secrétaire général, assisté de deux Secrétaires généraux adjoints. Le Secrétaire général et les deux Secrétaires généraux adjoints sont nommés par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni. Le Secrétariat a un caractère international. Il agit pour le compte de l'Agence et non pour le compte des Gouvernements signataires pris individuellement.

Art. 4.

Fonctions du Secrétariat.

Les fonctions du Secrétariat sont les suivantes :

A. — Etablir des programmes pour la répartition des réparations allemandes et les soumettre à l'Assemblée.

Art. 2.

Functies van het Agentschap.

A. — Het Agentschap verdeelt de Duitse herstelbetalingen onder de toegetreden Regeeringen, overeenkomstig de bepalingen van dit Accoord en van alle andere accoorden, die van kracht zijn of zullen zijn tusschen de toegetreden Regeeringen. Daartoe is het Agentschap het orgaan, waardoor de toegetreden Regeeringen inlichtingen ontvangen over de zaken, die voor herstelbetaling beschikbaar zijn en hieromtrent hun desiderata te kennen geven.

B. — Het Agentschap behandelt alle kwesties rakende de teruggave aan een der toegetreden Regeeringen van een goed, dat zich bevindt in een der Westelijke zones van Duitschland, en die aan gezegd Agentschap worden onderworpen door den Opperbevelhebber van die zone (handelend voor rekening van zijn Regeering), in overeenstemming met de vragende Regeering of Regeeringen, evenwel behoudens regeling van deze kwesties tusschen de belanghebbende toegetreden Regeeringen, hetzij bij verdrag, hetzij door een scheidsrechterlijke procedure.

Art. 3.

Interne organisatie van het Agentschap.

A. — De organen van het Agentschap zijn de Vergadering en het Secretariaat.

B. — De Vergadering bestaat uit de gedelegeerden; zij wordt voorgezeten door den President van het Agentschap. De President van het Agentschap is de gedelegeerde van de Fransche Regeering.

C. — Het Secretariaat staat onder leiding van een Secretaris-generaal, bijgestaan door twee Adjunct-Secretarissen-generaal. De Secretaris-generaal en de beide Adjunct-Secretarissen-generaal worden benoemd door de Regeeringen van de Vereenigde Staten van Amerika, van Frankrijk en van het Vereenigd Koninkrijk. Het Secretariaat heeft een internationaal karakter. Het handelt voor rekening van het Agentschap en niet voor rekening van de toegetreden Regeeringen individueel.

Art. 4.

Functies van het Secretariaat.

De functies van het Secretariaat zijn de volgende

A. — Het opstellen van de plannen voor de verdeling der Duitse herstelbetalingen en het voorleggen daarvan aan de Vergadering;

B. — Tenir une comptabilité détaillée des biens disponibles au titre des réparations allemandes et des biens répartis à ce titre.

C. — Etablir le budget de l'Agence et le soumettre à l'Assemblée.

D. — Remplir telles autres fonctions administratives qui pourront être nécessaires.

Art. 5.

Fonctions de l'Assemblée.

Sous réserve des dispositions des articles 4 et 7 de la partie II du présent Accord, l'Assemblée fait les attributions au titre des réparations allemandes entre les Gouvernements signataires conformément aux dispositions du présent Accord et de tous autres accords qui sont ou seront en vigueur entre les dits Gouvernements signataires. Elle approuve également le budget de l'Agence et remplit toutes autres fonctions compatibles avec les dispositions du présent Acte.

Art. 6.

Vote à l'Assemblée.

Sauf dispositions contraires du présent Accord, chaque délégué dispose d'une voix. Les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des votes exprimés.

Art. 7.

Recours contre les décisions de l'Assemblée.

A. — Lorsque l'Assemblée n'a pas donné satisfaction à la demande d'un délégué tendant à faire attribuer un bien à son Gouvernement, l'Assemblée porte la question à l'arbitrage, si ce délégué en fait la requête, dans le délai prescrit par l'Assemblée. L'effet de ce recours à l'arbitrage est suspensif.

B. — Les délégués des Gouvernements qui demandent un bien dont l'attribution est soumise à l'arbitrage en vertu du paragraphe A ci-dessus désignent un arbitre choisi parmi les autres délégués. Si l'accord ne peut se faire sur le choix de l'arbitre, le délégué des Etats-Unis d'Amérique assume les fonctions d'arbitre ou désigne un arbitre parmi les délégués dont les Gouvernements ne demandent pas le bien en question. Si le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est l'un des Gouvernements qui demandent le bien dont il s'agit, le Président de l'Agence

B. — Het bijhouden van een gedetailleerde boekhouding van de goederen, die voor de Deutsche herstelbetalingen beschikbaar zijn en van de goederen, die uit dien hoofde zijn verdeeld;

C. — Het opmaken van de begroting van het Agentschap en het voorleggen daarvan aan de Vergadering;

D. — Het vervullen van alle andere administratieve werkzaamheden die noodig zouden kunnen zijn.

Art. 5.

Functies van de Vergadering.

Onder voorbehoud der bepalingen van artikel 4 en 7 van deel II van dit Accoord, wijst de Vergadering de Deutsche herstelbetalingen aan de toetgetreden Regeeringen toe, overeenkomstig de bepalingen van dit Accoord en van alle andere accoorden, die tusschen bedoelde toetgetreden Regeeringen van kracht zijn of zullen zijn. Zij keurt insgelijks de begroting van het Agentschap goed en vervult alle andere functies, die vereenigbaar zijn met de bepalingen van deze Akte.

Art. 6.

Stemming in de Vergadering.

Tenzij anders bepaald bij dit Accoord, beschikt ieder gedelegeerde over één stem. De besluiten van de Vergadering worden genomen bij meerderheid der uitgebrachte stemmen.

Art. 7.

Beroep tegen de besluiten der Vergadering.

A. — Als de Vergadering niet voldaan heeft aan het verzoek van een gedelegeerde, er toe strekkend een goed aan zijn Regeering toe te wijzen, brengt de Vergadering de kwestie voor een scheidsgerecht; indien de gedelegeerde, binnen den door de Vergadering vastgestelden termijn, hierom verzoekt. Als gevolg van dit beroep op arbitrage wordt de zaak geschorst.

B. — De gedelegeerden der Regeeringen, die een goed vragen, waarvan de toewijzing krachtens de bovengenoemde paragraaf A aan arbitrage is onderworpen, wijzen een scheidsrechter aan, gekozen uit de andere gedelegeerden. Als men het over de keus van een scheidsrechter niet eens kan worden, neemt de gedelegeerde van de Vereenigde Staten van Amerika de functie van scheidsrechter waar, of hij benoemt een scheidsrechter uit de gedelegeerden, wier Regeeringen het bedoelde goed niet opeischen. Indien de Regeering der Vereenigde Staten van

désigne comme arbitre un délégué dont le Gouvernement n'est pas dans la même situation.

Art. 8.

Pouvoirs de l'arbitre.

Lorsque la question de l'attribution d'un bien est déferée à l'arbitrage, conformément à l'article 7 de la partie II du présent Accord, l'arbitre a le pouvoir d'attribuer, en dernier ressort, le bien en question à l'un des Gouvernements demandeurs. L'arbitre peut, s'il le juge bon, renvoyer au Secrétariat, pour examen supplémentaire, l'attribution du bien en question. Il peut aussi, s'il le juge bon, demander au Secrétariat de soumettre à nouveau l'attribution du bien en question à l'Assemblée.

Art. 9.

Dépenses.

A. — Chaque Gouvernement paie les traitements et indemnités de ses délégués et du personnel de sa délégation.

B. — Les dépenses communes de l'Agence sont payées sur les fonds de l'Agence. Ces fonds sont fournis par chaque Gouvernement signataire : pour les deux premières années à partir de l'établissement de l'Agence, proportionnellement à sa quote-part dans l'ensemble des biens de la Catégorie B, et, par la suite, proportionnellement à sa quote-part dans l'ensemble des biens de la catégorie A.

C. — Chaque Gouvernement signataire paie sa part contributive au budget de l'Agence pour chaque période budgétaire (telle qu'elle est définie par l'Assemblée), au début de cette période; étant entendu que chaque Gouvernement, lorsqu'il signe le présent Accord, fournit, sur un total de 50,000 livres sterling, une contribution au moins proportionnelle à sa quote-part dans l'ensemble des biens de la Catégorie B, et qu'il verse, dans les trois mois qui suivent, le solde de sa part contributive au budget de l'Agence pour la période budgétaire au cours de laquelle il signe cet Accord.

D. — Toutes les sommes dues par les Gouvernements signataires sont acquittées en francs belges ou en une ou plusieurs autres monnaies fixées par l'Agence.

Art. 10.

Vote du budget.

Lors de l'examen du budget de l'Agence pour toute période budgétaire, chaque délégué dispose à

Amerika-een der Regeeringen is, die het bedoelde goed opeischen, wijst de President van het Agentschap als scheidsrechter een gedelegeerde aan, wiens Regeering het goed niet opeischt.

Art. 8.

Bevoegdheden van den scheidsrechter.

Als de kwestie van de toewijzing van een goed voor een scheidsgerecht wordt gebracht, overeenkomstig artikel 7 van deel II van dit Accoord, heeft de scheidsrechter in laatste instantie de bevoegdheid het bedoelde goed aan een der eischende Regeeringen toe te wijzen. De scheidsrechter kan, indien hij zulks nuttig oordeelt, de toewijzing van het bedoelde goed weer aan het Secretariaat voorleggen voor een aanvullend onderzoek. Hij kan ook, als het hem goed lijkt, het Secretariaat verzoeken de toewijzing van het goed in kwestie opnieuw aan de Vergadering voor te leggen.

Art. 9.

Uitgaven.

A. — Iedere Regeering betaalt de salarissen en de kosten van haar gedelegeerden en van het personeel van haar delegatie.

B. — De gewone uitgaven van het Agentschap worden betaald uit de geldmiddelen van het Agentschap. Deze geldmiddelen worden verschaft door iedere toetredende Regeering, voor de eerste jaren van de oprichting van het Agentschap af, naar rato van haar aandeel in de gezamenlijke goederen van Categorie B en vervolgens naar rato van haar aandeel in de gezamenlijke goederen van Categorie A.

C. — Iedere toetredende Regeering betaalt haar contributie voor het Agentschap voor iedere begrotingsperiode (zooals die door de Vergadering is vastgesteld) bij het begin van deze periode, met dien verstande dat iedere Regeering bij het teekenen van dit Accoord, in een totaal van 50,000 pond sterling, een bijdrage verleent, die minstens in verhouding is met haar aandeel in de gezamenlijke goederen van Categorie B en dat zij binnen de drie volgende maanden de rest van haar contributie voor het Agentschap betaalt voor de begrotingsperiode in den loop waarvan zij dit Accoord teekent.

D. — Alle bedragen, die door de toetredende Regeeringen zijn verschuldigd, worden betaald in Belgische franken of in een of meerdere andere valuta's, die door het Agentschap zijn bepaald.

Art. 10.

Stemming over de begroting.

Bij het onderzoek van de begroting van het Agentschap voor iedere begrotingsperiode, heeft

l'Assemblée d'un nombre de voix proportionnel à la part contributive due par son Gouvernement pour la période budgétaire considérée.

Art. 11.

Langues officielles.

Les langues officielles de l'Agence sont l'anglais et le français.

Art. 12.

Bureaux de l'Agence.

Le siège de l'Agence est à Bruxelles. L'Agence établit des organes de liaison dans tout autre lieu que peut désigner l'Assemblée, après s'être assurée des accords nécessaires.

Art. 13.

Retrait.

Tout Gouvernement signataire, autre que les Gouvernements responsables du contrôle dans une partie du territoire allemand, peut se retirer de l'Agence après avoir adressé une notification écrite au Secréariat.

Art. 14.

Amendements et Dissolution.

La partie II du présent Accord peut être amendée, ou l'Agence dissoute, par une décision de l'Assemblée prise à la majorité des voix exprimées, pourvu que les délégués qui forment cette majorité représentent des Gouvernements dont le total des quotes-parts constitue au moins 80 % de l'ensemble des quotes-parts de la Catégorie A.

Art. 15.

Capacité juridique, Immunités et Privilèges.

L'Agence jouit, sur le territoire de chaque Gouvernement signataire, de la capacité juridique, ainsi que des privilèges, immunités et facilités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses buts. Les représentants des Gouvernements signataires et les fonctionnaires de l'Agence jouissent également des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec l'Agence.

iedere gedelegeerde in de Vergadering een aantal stemmen, dat evenredig is met de contributie, die door zijn Regeering is verschuldigd voor de betreffende begrotingsperiode.

Art. 11.

Officieele talen.

De officieele talen van het Agentschap zijn het Engelsch en het Fransch.

Art. 12.

Bureaux van het Agentschap.

De zetel van het Agentschap is gevestigd te Brussel. Het Agentschap vestigt verbindingsorganen in iedere andere plaats die de Vergadering kan aanwijzen, nadat de noodige overeenstemming is verkregen.

Art. 13.

Terugtrekking.

Iedere toegetreden Regeering, met uitzondering van de Regeeringen, die verantwoordelijk zijn voor de controle van een gedeelte van het Duitse grondgebied, kan zich uit het Agentschap terugtrekken na schriftelijke kennisgeving aan het Secretariaat.

Art. 14.

Wijziging en ontbinding.

Deel II van dit Accoord kan worden gewijzigd, of het Agentschap ontbonden, door een besluit van de Vergadering, genomen met meerderheid van de uitgebrachte stemmen, mits de gedelegeerden, die deze meerderheid vormen, Regeeringen vertegenwoordigen, waarvan het totaal der aandelen minstens 80 t.h. bedraagt van het totaal der aandelen van Categorie A.

Art. 15.

Juridische bevoegdheid, Onschendbaarheid en Privileges.

Het Agentschap heeft op het grondgebied van iedere toegetreden Regeering de juridische bevoegdheid, benevens de privileges, de onschendbaarheid en de faciliteiten, die het nodig heeft om zijn functies uit te oefenen en zijn doel te bereiken. De vertegenwoordigers der toegetreden Regeeringen en de ambtenaren van het Agentschap genieten insgelijks de privileges en de onschendbaarheid, die zij nodig hebben om hun functies met betrekking tot het Agentschap in volle onafhankelijkheid te kunnen uitoefenen.

PARTIE III.

RESTITUTION DE L'OR MONÉTAIRE.

Article unique.

A. — Tout l'or monétaire trouvé en Allemagne par les forces alliées et celui visé au paragraphe G ci-dessous (y compris les monnaies d'or, à l'exception de celles qui ont une valeur numismatique ou historique, qui seront restituées immédiatement si elles sont identifiables) seront réunis en une masse commune pour être répartie, à titre de restitution, entre les pays admis à bénéficier de cette masse, au prorata des quantités d'or qu'ils ont respectivement perdues du fait de spoliation par l'Allemagne ou de transferts illégitimes en Allemagne.

B. — Sans préjudice des demandes visant l'or non restitué, présentées au titre des réparations, la quantité d'or monétaire revenant à chacun des pays admis à bénéficier de cette masse, sera acceptée par ce dernier en règlement complet et définitif de toute créance sur l'Allemagne au titre des restitutions d'or monétaire.

C. — Une part proportionnelle de l'or sera attribuée à chacun des pays intéressés qui accepte le présent arrangement concernant la restitution de l'or monétaire et qui peut établir qu'une quantité déterminée d'or monétaire lui appartenant a fait l'objet de spoliations par l'Allemagne ou, à une date quelconque après le 12 mars 1938, de transfert illégitime en territoire allemand.

D. — La question de la participation éventuelle de pays non représentés à la Conférence (autres que l'Allemagne, mais y compris l'Autriche et l'Italie) à la répartition susmentionnée est réservée et l'équivalent de ce qui constituerait la totalité des quotes-parts de ces Etats, s'ils venaient à être admis à cette répartition, sera mis en réserve pour qu'il en soit disposé ultérieurement selon ce qui sera décidé par les Gouvernements alliés intéressés.

E. — Les divers pays admis à bénéficier de cette masse fourniront aux Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni, en tant que Puissances occupantes intéressées, des renseignements détaillés et vérifiables sur les pertes d'or

DEEL III.

RESTITUTIE VAN HET MONÉTAIRE GOUD.

Eenig artikel.

A. — Al het monetaire goud, dat door de geallieerde troepen in Duitschland wordt gevonden en het goud bedoeld in onderstaande paragraaf G (met inbegrip van gouden munten, voor zoover die geen numismatische of historische waarde hebben, welke laatst onmiddellijk zullen worden teruggegeven, als ze kunnen worden geïdentificeerd), zal in een massa worden vereenigd om bij wijze van restitutie te worden verdeeld onder de landen, waaraan het is toegestaan hiervan te profiteren, naar rato van de hoeveelheden goud, die zij respectievelijk verloren hebben ten gevolge van Duitsche beroovingen of onwettige overbrenging naar Duitschland.

B. — Ongeacht de verzoeken betreffende het goud, dat niet gerestitueerd is, gedaan in den vorm van een eisch op herstelbetaling, zal de hoeveelheid monetair goud, die aldus toekomt aan ieder der landen aan wie het is toegestaan hiervan te profiteeren, door dit land worden aanvaard als volledige en definitieve betaling van de geheele vordering op Duitschland, met betrekking tot restitutie van het monetaire goud.

C. — Een evenredig deel van het goud zal worden toegewezen aan ieder betrokken land, dat deze regeling voor de teruggave van het monetaire goud aanneemt en dat kan aantonen, dat een bepaalde hoeveelheid monetair goud, dat hem toebehoort, door Duitschland is geroofd of op een datum na 12 Maart 1938 onwettig is overgebracht naar het Duitsche grondgebied.

D. — De vraag van de eventuele deelneming van niet in de Conferentie vertegenwoordigde landen (met uitzondering van Duitschland, maar met inbegrip van Oostenrijk en Italië) aan bovenvermelde verdeling, blijft voorbehouden, en het equivalent van wat het totaal zou vormen van de aandeelen dier Staten, indien ze werden toegelaten tot deze verdeling, zal gereserveerd blijven, opdat er nader over worde beschikt volgens de beslissing van de belanghebbende geallieerde Regeeringen.

E. — De verschillende landen, aan wie het is toegestaan van de massa te profiteeren zullen aan de Regeeringen van de Vereenigde Staten van Amerika, van Frankrijk en van het Vereenigd Koninkrijk, voor zoover zij als bezettende Mogendheden daarbij

qu'ils ont subies du fait que l'Allemagne les a spoliés de cet or ou que cet or a été transporté sur son territoire.

F. — Les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni prendront toutes mesures utiles dans les zones qu'ils occupent respectivement en Allemagne pour l'exécution d'une répartition conforme aux dispositions qui précèdent.

G. — Tout or monétaire qui pourra être récupéré d'un pays tiers dans lequel il a été transféré par l'Allemagne sera réparti conformément au présent arrangement concernant la restitution de l'or monétaire.

PARTIE IV.

ENTREE EN VIGUEUR ET SIGNATURE.

Article premier.

Entrée en vigueur.

Le présent Accord pourra être signé par tout Gouvernement représenté à la Conférence de Paris sur les Réparations.

Dès qu'il aura été signé par des Gouvernements ayant droit collectivement à au moins 80 % des parts prévues pour les Gouvernements signataires dans la Catégorie A des réparations allemandes, il entrera en vigueur entre ces dits Gouvernements.

L'Accord sera ensuite en vigueur entre lesdits Gouvernements et tel Gouvernement qui le signerait ultérieurement.

Art. 2.

Signature.

La signature par chaque Gouvernement contractant sera considérée comme impliquant que l'effet du présent Accord s'étend à ses colonies, territoires d'outre-mer et territoires sous sa protection ou sa suzeraineté, ou sur lesquels il exerce actuellement un mandat.

En foi de quoi, les soussignés, dûment habilités par leurs Gouvernements respectifs, ont signé à Paris le présent Accord, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française, lequel

betrokken zijn, nauwkeurige en controleerbare inlichtingen verschaffen over het goudverlies, dat zij hebben geleden tengevolge van het feit dat Duitschland dat goud van hen heeft geroofd of het heeft overgebracht naar zijn grondgebied.

F. — De Regeeringen van de Vereenigde Staten van Amerika, van Frankrijk en van het Vereenigde Koninkrijk zullen alle gewenschte maatregelen nemen in de zones, die zij respectievelijk in Duitschland bezetten, ter uitvoering van een verdeling overeenkomstig de voorafgaande bepalingen.

G. — Al het monetaire goud, dat in een derde land, waarheen het door Duitschland is overgemaakt, kan worden achterhaald, zal worden verdeeld overeenkomstig deze regeling betreffende de terug-gave van het monetaire goud.

DEEL IV.

INWERKINGTREDING EN TEEKENING.

Eerste artikel.

Inwerkingtreding.

Dit Accoord zal kunnen worden geteekend door iedere Regeering, die vertegenwoordigd was op de Conferentie voor de Herstelbetalingen te Parijs.

Zoodra het zal zijn geteekend door de Regeeringen, die gezamenlijk recht hebben op minstens 80 t.h. der aandelen bestemd voor de toegetreden Regeeringen in Categorie A der Duitsche herstelbetalingen, zal het tusschen deze Regeeringen in werking treden.

Het Accoord zal vervolgens van kracht zijn tusschen genoemde Regeeringen en iedere Regeering, die het later zal teekenen.

Art. 2.

Onderteekening.

De onderteekening door iedere contracteerende Regeering zal beschouwd worden als meebrengend, dat de uitwerking van dit Accoord zich uitstrekt tot haar koloniën, haar overzeesche gebieden en gebieden onder haar protectie of suzeriniteit staande of waarover zij thans een mandaat uitoefent.

Ten bewijze hiervan hebben ondergeteekenden, daartoe door hun respectievelijke Regeeringen bevoegd verklaard, dit in de Engelsche en de Fransche taal opgesteld Accoord te Parijs geteekend, waarvan beide teksten gelijkelijk rechtsgeldig zijn, in één enkel exemplaar, dat zal worden gedeponceerd

Gouvernement remettra copie conforme de ce texte à chacun des Gouvernements signataires.

Paris, le 14 janvier 1946.

JEFFERSON CAFFERI, pour les Etats-Unis d'Amérique;

GUILLAUME, pour la Belgique;

GEORGE P. VANIER, pour le Canada;

BIDAULT, pour la France;

DUFF COOPER, pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord;

p.a. ARGYROPOULO, pour la Grèce;

ANTOINE FUNCK, pour le Luxembourg;

STAR-BUSMANN, pour les Pays-Bas;

MARKO RISTIO, pour la Yougoslavie.

La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas ont signé sous réserve d'approbation par les Représentants.

Ces réserves ont été faites par acte séparé.

RÉSOLUTIONS UNANIMES DE LA CONFÉRENCE

La Conférence est aussi convenue à l'unanimité d'inclure les résolutions suivantes dans l'acte final :

1. Avoirs allemands dans les pays neutres.

La Conférence décide à l'unanimité que, par tous moyens appropriés, les pays qui sont demeurés neutres pendant la guerre contre l'Allemagne doivent être amenés à reconnaître le bien-fondé des considérations de justice et de sécurité internationale qui motivent les efforts que font les Puissances exerçant l'autorité suprême en Allemagne et les autres Puissances prenant part à la présente Conférence pour éliminer les avoirs allemands dans les pays neutres.

2. Or transféré dans les pays neutres.

La Conférence décide à l'unanimité que, en conformité avec les directives exprimées dans la Déclaration des Nations Unies du 5 janvier 1943 contre les actes de dépossession commis par l'Axe et dans la déclaration des Nations Unies sur l'or, du 22 février 1944, les pays qui sont demeurés neutres pendant la guerre contre l'Allemagne doivent être amenés à rendre disponible, pour répartition conformément

in de Regeeringsarchieven van de Fransche Republiek, welke Regeering aan ieder der toegetreden Regeeringen een eensluidend afschrift van dezen tekst zal doen toekomen.

Parijs, 14 Januari 1946.

JEFFERSON CAFFERI, voor de Vereenigde Staten van Amerika;

GUILLAUME, voor België;

GEORGE P. VANIER, voor Canada;

BIDAULT, voor Frankrijk;

DUFF COOPER, voor het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië en Noord-Ierland;

p.a. ARGYROPOULO, voor Griekenland;

ANTOINE FUNCK, voor Luxemburg;

STAR-BUSMANN, voor Nederland;

MARKO RISTIO, voor Joegoslavië.

België, Luxemburg en Nederland hebben geteekend onder voorbehoud van de goedkeuring door de Volksvertegenwoordigers.

Deze reserves zijn gemaakt bij aparte akte.

EENPARIGE RESOLUTIES VAN DE CONFERENTIE

De Conferentie is ook eenstemmig overeengekomen de volgende beslissingen in te slotakte op te nemen :

1. Duitse vermogens in de neutrale landen.

De Conferentie beslist eenstemmig dat de landen die gedurende den oorlog tegenover Duitschland neutraal gebleven zijn, door alle geschikte middelen er toe moeten gebracht worden de gegrondheid te erkennen der beschouwingen van rechtvaardigheid en internationale veiligheid die de pogingen wettigen welke door de Mogendheden, die de opperste macht in Duitschland uitoefenen, en door de andere Mogendheden, die aan deze Conferentie deelnemen, worden gedaan om de Duitse vermogens in de neutrale landen te doen verdwijnen.

2. Het in de neutrale landen overgebrachte goud.

De Conferentie beslist eenstemmig dat, overeenkomstig de richtlijnen uitgedrukt in de verklaring van de Vereenigde Volken van 5 Januari 1943 tegen de daden van bezitsberoving door de asmogendheden gepleegd, en in de verklaring van de Vereenigde Volken van 22 Februari 1944 omtrent het goud, de landen die gedurende den oorlog tegen Duitschland neutraal gebleven zijn, er toe moeten gebracht wor-

à la partie III de l'Accord ci-dessus, tout l'or ayant fait l'objet de spoliation et transféré d'Allemagne sur leur territoire.

3. Egalité de traitement pour l'indemnisation des dommages de guerre.

La Conférence décide à l'unanimité que, en ce qui concerne l'octroi d'indemnités ou de compensation aux fins de reconstruction pour dommages de guerre aux biens, le traitement que chaque Gouvernement signataire accorde à des personnes physiques ressortissant à un autre Gouvernement signataire ou à des personnes morales qui relèvent d'un autre Gouvernement signataire, ou qui appartiennent à des ressortissants d'un autre Gouvernement signataire — pour autant que ces personnes physiques ou morales n'ont pas été dédommagées après la présente guerre au titre des mêmes biens sous une autre forme ou à une autre occasion — ne sera en principe pas moins favorable que le traitement qu'il accorde à ses propres ressortissants. En raison du fait que ce principe touche à de nombreux problèmes spéciaux de réciprocité, il est reconnu que, dans certains cas, l'application en pratique de ce principe ne peut être assurée qu'au moyen d'accords particuliers conclus entre Gouvernements signataires.

REFERENCE A L'ANNEXE A L'ACTE FINAL.

Au cours de la Conférence, certains délégués ont fait des déclarations, dans les termes énoncés à l'Annexe ci-jointe, au sujet de questions qui ne sont pas de la compétence de la Conférence, mais qui ont un rapport étroit avec ses travaux. Les délégués dont les Gouvernements sont représentés au Conseil de Contrôle en Allemagne se sont chargés de porter ces déclarations à la connaissance de leurs Gouvernements.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent Acte final de la Conférence de Paris sur les Réparations.

Fait à Paris, le 21 décembre 1945, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera conservé dans les archives du Gouvernement de la République française, lequel Gouvernement remettra copie conforme de ce texte à chacun des Gouvernements représentés à cette Conférence.

HYSNI KAPO, délégué de l'Albanie;

JAMES W. ANGELL, délégué des Etats-Unis d'Amérique;

E. RONALD WALKER, délégué de l'Australie;

den, met het oog op de verdeling overeenkomstig deel III van bovenstaand Accoor, al het goud beschikbaar te maken dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een berooving en dat uit Duitschland op hun grondgebied werd overgebracht.

3. Gelijheid van behandeling wat betreft de vergoeding voor oorlogsschade.

De Conferentie beslist eenstemmig dat, wat betreft het toekennen van vergoedingen of van een compensatie met het oog op den wederopbouw voor oorlogsschade aan goederen, de behandeling die elke onderteekenende Regeering verleent aan natuurlijke personen die onderhoorigen zijn van een andere onderteekenende Regeering, of aan rechtspersonen die van een andere onderteekenende Regeering afhangen, of die aan onderhoorigen van een andere onderteekenende Regeering behooren — in zoover deze natuurlijke personen of rechtspersonen na dezen oorlog uit hoofde van dezelfde goederen onder een anderen vorm of bij een andere gelegenheid niet schadeloos gesteld werden — in principe niet minder gunstig zal zijn dan de behandeling door deze Regeering aan haar eigen onderhoorigen toegestaan. Wegens het feit dat dit principe talrijke speciale vraagstukken van wederkeerigheid raakt, wordt er erkend dat, in zekere gevallen, de praktische toepassing van dit principe slechts door afzonderlijke accoorden, aangegaan tusschen de onderteekenende Regeeringen, kan toegekend worden.

VERWIJZING NAAR DE BIJLAGE BIJ DE SLOTAKTE.

Tijdens de Conferentie hebben zekere afgevaardigden verklaringen afgelegd, in de bewoordingen in bijgaande Bijlage uitgedrukt, betreffende vraagstukken die niet tot de bevoegdheid van de Conferentie behooren, maar die in nauw verband staan met haar werkzaamheden. De afgevaardigden, wier Regeeringen bij den Contrôleraad in Duitschland vertegenwoordigd zijn, hebben zich gelast deze verklaringen ter kennis van hun Regeering te brengen.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden deze Slotakte van de Conferentie van Parijs over de Herstelbetalingen onderteekend hebben.

Gedaan te Parijs, den 21^e December 1945, in de Engelsche en in de Fransche taal, — beide teksten gelijkelijk rechtsgeldig zijnde — in een enkel exemplaar dat in het archief van de Regeering der Fransche Republiek zal bewaard worden, welke Regeering een eensluidend afschrift van dezen tekst aan elk van de op deze Conferentie vertegenwoordigde Regeeringen zal overmaken.

HYSNI KAPO, afgevaardigde van Albanië;

JAMES W. ANGELL, afgevaardigde van de Verenigde Staten van Amerika;

E. RONALD WALKER, afgevaardigde van Australië;

KAECKENBEECK, délégué de la Belgique;
 MAURICE POPE, délégué du Canada;
 KRUSE, pour le délégué du Danemark;
, délégué de l'Égypte;

JACQUES RUEFF, délégué de la France;
 S. D. WALEY, délégué du Royaume-Uni de
 Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;
, délégué de la Grèce;

P. CHANDHURI, délégué de l'Inde.

(Ces signatures sont données en accord
 avec le Représentant de Sa Majesté Britan-
 nique, qui exerce les fonctions de la Cou-
 ronne dans les relations de celle-ci avec les
 États Indiens.)

WEHRER, délégué du Luxembourg;
 HELGEBY, délégué de la Norvège;
 S. D. WALEY, pour le délégué de la Nouvelle-
 Zélande;
 BOISSEVAIN, délégué des Pays-Bas;
 VAVRO HAJDU, délégué de la Tchécoslovaquie;

 MAURICE POPE, pour le délégué de l'Union de
 l'Afrique du Sud;
 ALES BEBLER, délégué de la Yougoslavie.

ANNEXE.

1. Résolution au sujet des restitutions.

Les délégués de l'Albanie, de la Belgique, du Danemark, de la France, de la Grèce, de l'Inde, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie sont d'accord pour accepter que la conduite à tenir en matière de restitutions soit fondée sur les principes suivants :

a) La question de la restitution des biens prélevés par les Allemands dans les pays alliés doit être examinée dans tous les cas à la lumière de la Déclaration des Nations Unies du 5 janvier 1943;

b) D'une façon générale, les restitutions seront limitées aux biens identifiables qui 1° existaient au moment où est intervenue l'occupation du pays en cause et qui ont été enlevés avec ou sans paiement; 2° ont été produits pendant l'occupation et dont l'enlèvement résulte d'un acte de force;

KAECKENBEECK, afgevaardigde van België;
 MAURICE POPE, afgevaardigde van Canada;
 KRUSE, voor den afgevaardigde van Denemar-
 ken;
, afgevaardigde van Egypte;
 JACQUES RUEFF, afgevaardigde van Frankrijk;
 S. D. WALEY, afgevaardigde van het Vereenigd
 Koninkrijk Groot-Brittannië en Noord-Ier-
 land;
, afgevaardigde van Griekenland;
 P. CHANDHURI, afgevaardigde van Indië.

(Deze handteekeningen worden gegeven in
 overleg met den Vertegenwoordiger van Zijne
 Britsche Majesteit die de functies van de Kroon
 uitoefent in de betrekkingen van deze laatste met
 de Indische Staten.)

WEHRER, afgevaardigde van Luxemburg;
 HELGEBY, afgevaardigde van Noorwegen;
 S. D. WALEY, voor den afgevaardigde van
 Nieuw-Zeeland;
 BOISSEVAIN, afgevaardigde van Nederland;
 VAVRO HAJDU, afgevaardigde van Tsjechoslo-
 vakije;
 MAURICE POPE, voor den afgevaardigde der
 Unie van Zuid-Afrika;
 ALES BEBLER, afgevaardigde van Joegoslavië.

BIJLAGE.

1. Resolutie betreffende de restituties.

De afgevaardigde van Albanië, België, Denemar-
 ken, Frankrijk, Griekenland, Indië, Luxemburg,
 Nederland, Tsjechoslowakije en Joego-Slavië zijn
 het eens om te aanvaarden dat de te volgen methode
 inzake restituties op de volgende principes zal berus-
 ten :

a) De kwestie van de restitutie der goederen die
 door de Duitschers in de geallieerde landen wegge-
 men werden, dient in alle gevallen onderzocht te
 worden in het licht van de Verklaring der Vereenigde
 Volken van 5 Januari 1943;

b) De restituties zullen over het algemeen beperkt
 worden tot de goederen welke kunnen geïdentificeerd
 worden en die 1° bestonden op het oogenblik dat het
 betrokken land bezet werd en die met of zonder beta-
 ling weggenomen werden; 2° tijdens de bezetting
 geproduceerd en door een daad van geweld wegge-
 nomen werden;

c) Dans les cas où les biens enlevés par l'ennemi ne peuvent pas être identifiés, la demande de remplacement sera comprise dans la demande générale formulée par le pays intéressé au titre des réparations;

d) Par dérogation aux principes ci-dessus, les objets (y compris les livres, manuscrits et documents) d'ordre artistique, historique, scientifique (à l'exclusion des objets de caractère industriel), pédagogique ou religieux, dont un pays a été spolié par la Puissance ennemie occupante seront, autant que possible, remplacés par des objets équivalents, pour autant qu'ils n'aient pas été restitués.

e) Pour la restitution de biens produits pendant l'occupation qui auraient fait l'objet de spoliations et qui se trouveraient encore aux mains d'organismes allemands ou d'habitants de l'Allemagne, la preuve de l'origine incombera aux demandeurs et la preuve que l'acquisition résulte d'un contrat régulier incombera aux détenteurs;

f) Toutes facilités nécessaires, sous les auspices des commandants en chef des zones d'occupation, seront données pour l'envoi en Allemagne par les États alliés de missions d'experts chargés de rechercher, d'identifier, d'entreposer et de transférer dans les pays d'origine les biens qui ont fait l'objet de spoliation;

g) Les détenteurs allemands de biens qui ont fait l'objet d'une spoliation devront obligatoirement en faire la déclaration aux autorités de contrôle, sous peine de sanctions rigoureuses.

2. Résolution sur les réparations en provenance de la production courante et des stocks existants.

Les délégués de l'Albanie, de la Belgique, du Danemark, de l'Égypte, de la France, de la Grèce, de l'Inde, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie,

Vu la décision de la Conférence de Crimée, qui prévoit que l'Allemagne devra compenser dans toute l'étendue du possible les pertes et les souffrances qu'elle a infligées aux Nations Unies;

Considérant que les besoins divers des Gouvernements qui ont droit à des réparations ne pourront être satisfaits si les choses à répartir ne sont pas suffisamment variées et les méthodes de répartition suffisamment souples;

Expriment le vœu qu'aucune des catégories de ressources économiques excédant les besoins de l'Allemagne, tels qu'ils sont définis à l'article 15 de la partie III des Déclarations de Potsdam et compte tenu de l'article 19 de cette même partie, ne soit en principe omise des biens dont la masse doit servir à

c) In de gevallen waarin de door den vijand weggenomen goederen niet kunnen geïdentificeerd worden, zal de eisch tot vervanging deel uitmaken van den algemeenen eisch van het belanghebbende land inzake herstelbetalingen;

d) In afwijking van de hierboven vermelde principes, zullen de voorwerpen (met inbegrip van boeken, handschriften en documenten) van artistieke, geschiedkundigen, wetenschappelijken (met uitzondering van voorwerpen van industrieel aard), opvoedkundigen of godsdienstigen aard, waarvan een land door de bezettende vijandelijke mogendheid beroofd werd, zooveel mogelijk vervangen worden door voorwerpen van gelijke waarde, voor zoover zij niet teruggegeven werden;

e) Voor de restitutie van tijdens de bezetting geproduceerde goederen, die zouden geroofd geworden zijn en nog in het bezit zouden zijn van Duitse organismen of van bewoners van Duitsland, zal het bewijs van den oorsprong door de eischers moeten geleverd worden, terwijl het bewijs dat de goederen door een regelmatig contract verkregen werden, door de bezitters er van moet worden geleverd;

f) Alle noodige faciliteiten, onder de bescherming van de opperbevelhebbers der bezettingszones, zullen gegeven worden voor het sturen naar Duitsland door de geallieerde Staten, van zendingen van deskundigen, die gelast zijn de geroofde goederen op te zoeken, te identificeren, te verzamelen en over te brengen naar het land van oorsprong;

g) De Duitse bezitters van geroofde goederen zullen hiervan aangifte moeten doen bij de controle-overheden, op straffe van strenge sancties.

2. Resolutie betreffende de herstelbetalingen voortkomend van de loopende productie en van de bestaande voorraden.

De Afgevaardigden van Albanië, België, Denemarken, Egypte, Frankrijk, Griekenland, Indië, Luxemburg, Noorwegen, Nederland, Tsjecho-Slowakije, Joego-Slavië,

Gelet op de beslissing van de Krim-Conferentie, waarbij voorzien wordt dat Duitsland in al de mate van het mogelijke het leed en de verliezen zal moeten vergoeden, die het aan de Vereenigde Volken heeft berokkend;

Overwegende dat aan de verschillende behoeften der Regeeringen die recht hebben op herstelbetalingen niet zal kunnen voldaan worden indien de te verdeelen zaken niet verscheiden genoeg en de methoden van verdeling niet soepel genoeg zijn;

Drukken den wensch uit dat in principe geen enkel der categorieën van economische middelen, die de behoeften van Duitsland te boven gaan, zooals deze bij artikel 15 van Deel III der Verklaring van Potsdam bepaald zijn, en rekening houdend met artikel 19 van hetzelfde Deel, zal uitgesloten worden

satisfaire les revendications des Gouvernements signataires au titre des réparations.

C'est ainsi que certains besoins particuliers de divers pays ne pourront être satisfaits sans recours, notamment, aux stocks existants, à la production courante et à des services de l'Allemagne, ainsi qu'aux contre-prestations fournies par l'Union Soviétique en vertu de la partie IV de la Déclaration de Potsdam.

Il va de soi qu'il ne saurait être porté atteinte, à cette fin, aux nécessités du désarmement économique de l'Allemagne.

Les Délégations susdites verraient donc avantage à ce que le Conseil de Contrôle fasse connaître à l'Agence Interalliée des Réparations les listes des stocks existants, des biens de production courante et des services, au fur et à mesure que ces stocks, ces biens ou ces services viendront à être disponibles au titre des réparations. L'Agence devra être à tout moment en mesure de faire connaître au Conseil les besoins particuliers des différents Gouvernements signataires.

3. Résolution relative aux biens des Nations Unies ou de leurs nationaux en Allemagne.

Les délégués de l'Albanie, de la Belgique, de la France, de la Grèce, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, tenant compte du fait que la charge des réparations doit incomber au peuple allemand,

Recommandent que les règles suivantes soient suivies en ce qui concerne l'attribution au titre des réparations de biens situés en Allemagne, autres que les navires.

a) Pour déterminer la fraction du matériel allemand disponible au titre des réparations, il sera tenu compte de l'ensemble des biens faisant actuellement partie de l'économie allemande, y compris les avoirs appartenant à une Nation Unie ou à un de ses ressortissants, mais non compris les biens ayant fait l'objet d'une spoliation et qui doivent être restitués;

b) D'une manière générale, les avoirs appartenant légitimement à une Nation Unie ou à ses ressortissants, soit en totalité, soit sous forme d'une participation de plus de 48 %, ne seront, autant que possible, pas compris dans la fraction des biens de l'économie allemande considérée comme disponible au titre des réparations;

c) Le Conseil de Contrôle déterminera les cas dans lesquels des participations minoritaires appartenant à une Nation Unie ou à ses nationaux seront traités

van de goederen waarvan het geheel moet dienen om te voldoen aan de eischen tot herstelbetaling van de onderteekenende Regeeringen.

Aldus zal er aan zekere speciale behoeften van verscheiden landen geen voldoening kunnen gegeven worden zonder dat er onder meer gebruik wordt gemaakt van de bestaande voorraden, van de loopende productie en van zekere diensten van Duitschland alsmede van de tegen-prestaties door de Sovjet Unie geleverd krachtens deel IV van de Verklaring van Potsdam.

Het spreekt van zelf dat er te dien einde geen afbreuk mag gedaan worden aan de noodzakelijkheid om de economische ontwapening van Duitschland te verzekeren.

De bovengenoemde Afvaardigingen zouden er dus belang bij hebben dat de Contrôleraad aan het Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen de lijsten zou bekendmaken van de aanwezige voorraden, van de goederen voortkomend van de loopende productie en van de diensten, naargelang deze voorraden, goederen of diensten als herstelmidelen beschikbaar worden. Het Agenschap zal ten allen tijde in staat moeten zijn aan den Raad de speciale behoeften van de verschillende onderteekenende landente laten kennen.

3. Beslissing betreffende in Duitschland gelegen goederen toebehoorend aan de Vereenigde Volken of aan hun onderhoorigen.

De Afgevaardigden van Albanië, België, Frankrijk, Griekenland, Luxemburg, Noorwegen, Nederland, Tsjecho-Slowakije en Joego-Slavië, rekening houdende met het feit dat de last der herstelbetalingen door het Duitsche volk moet gedragen worden,

Stellen voor dat de volgende regels in acht zouden genomen in zake het toewijzen, als herstelbetalingen, van in Duitschland gelegen goederen, andere dan schepen.

a) Om het gedeelte van het Duitsche eigendom te bepalen dat als herstelbetaling beschikbaar is, zal er rekening gehouden worden met het geheel der goederen, die thans deel uitmaken van de Duitsche economie, met inbegrip van de goederen toebehoorend aan een der Vereenigde Volken of aan een zijner onderhoorigen, maar met uitsluiting van geroofde goederen, die moeten teruggeven worden;

b) Over het algemeen zullen goederen die geheel of onder den vorm van deelhebbingen van meer dan 48 t.h. het wettelijk bezit zijn van een der Vereenigde Volken of van zijn onderhoorigen, zooveel mogelijk uitgesloten worden uit het gedeelte der goederen van de Duitsche economie dat beschouwd wordt als zijnde beschikbaar als herstelbetaling;

c) De Contrôleraad zal de gevallen bepalen waarin minoritaire deelhebbingen toebehoorend aan een der Vereenigde Volken of aan zijn onderhoorigen,

comme faisant partie du patrimoine d'une personne morale allemande et suivront le sort de cette personne morale;

d) Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que des entreprises contrôlées par des intérêts d'une Nation Unie ou de ses nationaux soient enlevées ou détruites pour des raisons de sécurité;

e) Dans les cas où des avoirs appartenant légitimement à l'une des Nations Unies ou à ses ressortissants auront été alloués au titre des réparations, ou détruits, notamment dans les cas prévus aux paragraphes b), c) et d), ci-dessus, une compensation équitable à la charge de l'économie allemande sera accordée par le Conseil de Contrôle à la Nation Unie intéressée à concurrence de la valeur totale des avoirs en question. Cette compensation sera, autant que possible, accordée sous la forme d'une participation équivalente dans des actifs allemands de nature semblable qui n'ont pas été distribués au titre des réparations;

f) Pour assurer que les avoirs en Allemagne des collaborateurs et des traîtres, déclarés comme tels par une des Nations Unies, soient enlevés à ceux-ci, le Conseil de Contrôle rendra exécutoires en Allemagne les dispositions législatives et les jugements des tribunaux des Nations Unies intéressées à l'égard des collaborateurs et des traîtres qui sont ressortissants de ces Nations Unies, ou étaient ressortissants de ces Nations Unies au moment de l'annexion, de l'occupation par l'Allemagne des dites Nations ou de leur entrée en guerre. Le Conseil de Contrôle facilitera aux Nations Unies en question la prise de possession et le transfert des droits sur de tels avoirs.

4. Résolution au sujet du matériel de guerre capturé.

Les délégués de l'Albanie, de la Belgique, du Danemark, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie,

Tenant compte du fait qu'une partie du matériel de guerre saisi par les Armées Alliées en Allemagne est inutile à ces Armées mais pourrait, par contre, être utile à d'autres pays alliés,

Recommandent :

a) Que sous réserve de la résolution 1 de la présente annexe relative aux restitutions, le matériel de guerre saisi dans les zones occidentales de l'Allemagne qui n'a pas été utilisé jusqu'ici, ou n'a pas été détruit comme étant sans valeur, et qui n'est pas

zullen behandeld worden als deel uitmakende van het eigendom van een Duitschen rechtspersoon en dienvolgens hetzelfde statuut zullen hebben als die rechtspersoon;

d) De voorgaande bepalingen vormen geen beletsel tegen het verwijderen of vernietigen, om veiligheidsredenen, van ondernemingen die door belangen van een der Vereenigde Volken of van zijn onderhoorigen worden gecontroleerd;

e) In de gevallen waarin goederen die wettelijk aan een der Vereenigde Volken of aan zijn onderhoorigen toebehooren als herstelbetalingen toegewezen zijn, of vernietigd werden, inzonderheid in de gevallen voorzien in de hoogvermelde paragrafen b), c) en d), zal er door den Contrôleraad ten laste van de Deutsche economie aan de betrokken Vereenigde Natie een billijke vergoeding toegekend worden ten beloope van de totale waarde der goederen in kwestie. Deze schadeloosstelling zal zooveel mogelijk, verleend worden onder der vorm van een deelhebbing van gelijke waarde in soortgelijke Deutsche activa die niet als herstelbetaling toegewezen werden;

f) Ten einde te verzekeren dat de in Duitschland gelegen vermogens van de collaborateurs en de verraders, die als zoodanig door een van de Vereenigde Volken werden verklaard, aan eerstgenoemden zonden onttrokken worden, zal de Contrôleraad de wetsbepalingen en de vonnissen van de rechtbanken der belanghebbende Vereenigde Volken in Duitschland uitvoervaar maken ten opzichte van de collaborateurs en de verraders die onderhoorigen zijn van deze Vereenigde Volken, of die ten tijde van de annexatie, van de bezetting door Duitschland van voornoemde Volken of het oogenblik dat zij in den oorlog getreden zijn onderhoorigen van deze Vereenigde Volken waren. De Contrôleraad zal aan de Vereenigde Volken waarvan sprake, de bezitnemingen en de overdracht der rechten op dergelijke vermogens vergemakkelijken.

4. Resolutie betreffende het in beslag genomen oorlogsmaterieel.

De Afgevaardigden van Albanië, België, Denemarken, Luxemburg, Noorwegen, Nederland, Tsjecho-Slowakije en Joego-Slavië,

Rekening houdend met het feit dat een deel van het Duitschland door de geallieerde legers in beslag genomen oorlogsmaterieel voor deze legers van geen nut is, terwijl het voor andere geallieerde landen nuttig zou kunnen zijn.

Doen de volgende aanbevelingen, namelijk :

a) Dat onder voorbehoud van de resolutie 1 van deze bijlage betreffende de restituties, het in de westelijke zones van Duitschland in beslag genomen oorlogsmaterieel dat tot nu toe niet gebruikt werd, of dat niet vernietigd werd als zijnde zonder waarde,

nécessaire aux forces d'occupation ou dépasse leurs besoins, soit mis à la disposition des pays ayant droit aux réparations des zones occidentales de l'Allemagne;

b) Que les autorités compétentes, après avoir déterminé les catégories et les quantités de ce matériel disponibles, en fassent parvenir des listes à l'Agence Interalliée des Réparations, qui procédera à leur égard conformément aux dispositions de la partie II de l'Accord ci-dessus.

5. Résolution relative aux avoirs allemands situés dans la Marche Julienne et le Dodécanèse.

Les Délégués de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Yougoslavie (en tant que délégués des pays principalement intéressés) conviennent que :

a) Les avoirs allemands situés dans la Vénétie Julienne (Marche Julienne) et dans le Dodécanèse seront placés sous la garde des autorités militaires d'occupation dans les parties du territoire que ces Autorités occupent respectivement à l'heure actuelle, jusqu'à ce qu'une décision soit intervenue au sujet des questions territoriales;

b) Dès qu'une décision au sujet des questions territoriales sera intervenue, les pays qui seront reconnus souverains sur les territoires contestés se chargeront de liquider les avoirs dont il s'agit, conformément aux dispositions de l'article 6, A de la partie I de l'Accord ci-dessus.

6. Résolution sur les dépenses relatives aux livraisons de biens au titre des Réparations.

Les délégués de l'Albanie, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, du Danemark, de l'Égypte, de la France, de la Grèce, de l'Inde, du Luxembourg, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie recommandent que les frais de démontage, d'emballage, de transport, de manutention, d'embarquement et tous autres frais généralement quelconques affectant les biens à livrer par l'Allemagne au titre de réparations, jusqu'au moment où ces biens franchissent la frontière allemande, ainsi que les dépenses exposées en Allemagne pour le compte de l'Agence Interalliée des Réparations ou des Délégués de l'Agence, soient supportés par l'économie allemande pour autant qu'ils soient payables dans une monnaie ayant cours légal en Allemagne.

en dat de bezettingslegers niet nodig hebben of dat hun behoeften te boven gaat, ter beschikking zou gesteld worden van de landen die recht hebben op de herstellingsbetalingen van de westelijke zones van Duitschland;

b) Dat de bevoegde overheden, nadat zij de categorieën en de hoeveelheden van dit beschikbaar materieel vastgesteld hebben, lijsten daarvan zouden overmaken aan het Intergeallieerde Agentschap voor de Herstelbetalingen, dat te hunne opzichte zal handelen overeenkomstig de bepalingen van deel II van bovenvermeld Akkoord.

5. Resolutie betreffende de Duitse vermogens in de Juliaansche Mark en den Dodekanesos gelegen.

De Afgevaardigden van Griekenland, van het Vereenigd Koninkrijk en van Joego-Slavië, als afgevaardigden van de landen die bij de zaak het meest belang hebben, zijn overeengekomen als volgt :

a) De Duitse vermogens in Juliaansch Venetië (Juliaansche Mark) en in de Dodekanesos gelegen, zullen aan de bewaring van de militaire bezettings-overheden toevertrouwd worden in de deelen van het grondgebied die deze overheden thans respectievelijk bezetten, tot op het oogenblik dat een beslissing in zake de territoriale vraagstukken zal getroffen zijn;

b) Zoodra een beslissing inzake de territoriale vraagstukken getroffen is, zullen de landen wier souvereiniteit over de betwiste grondgebieden erkend werd, zich gelasten de vermogens waarvan spraken te vereffenen overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, A, van deel I van het bovenstaand Akkoord.

6. Resolutie omtrent de onkosten veroorzaakt door het leveren van goederen als herstelbetalingen.

De afgevaardigden van Albanië, Australië, België, Canada, Denemarken, Egypte, Frankrijk, Griekenland, Indië, Luxemburg, Noorwegen, Nieuw-Zeeland, Nederland, Tsjechoslowakije en Joegoslavië, stellen voor dat de kosten van demontage, verpakking, vervoer, behandeling, lading en alle andere algemeene kosten, verbonden aan de door Duitschland als herstelbetalingen te leveren goederen tot het oogenblik waarop deze goederen de Duitse grens overschrijden, alsmede de uitgaven in Duitschland gedaan voor rekening van het Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen of van de afgevaardigden van dit Agentschap, door de Duitse economie zouden gedragen worden, voor zoover ze betaalbaar zijn in een munt die in Duitschland gangbaar is.

7. Résolution relative aux biens des criminels de guerre.

Les délégués de l'Albanie, de la Belgique, de la France, du Luxembourg, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie expriment le vœu :

a) Que la législation applicable en Allemagne aux criminels de guerre allemands prévoie, si elle ne le fait déjà, la confiscation des biens que ces criminels possèdent en Allemagne;

b) Que les biens ainsi confisqués, à l'exception de ceux qui seraient déjà soit disponibles au titre des réparations, soit restituables, soient liquidés par le Conseil de Contrôle et que le produit net de leur liquidation soit versé à l'Agence Interalliée des Réparations pour être réparti suivant les principes définis dans l'Accord ci-dessus.

8. Résolution relative au recours devant la Cour Internationale de Justice.

Les délégués de l'Albanie, de l'Australie, de la Belgique, du Danemark, de la France, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie recommandent que :

Sous réserve des dispositions de l'article 3 de la partie I de l'Accord ci-dessus, les Gouvernements signataires s'engagent à recourir à la Cour de Justice Internationale pour la solution de tout conflit de droit ou de compétence qui surgirait à propos de l'application de l'Accord ci-dessus et qui n'aurait pas été, par accord des Parties au conflit, soumis à une autre procédure amiable ou arbitrale.

7. Resolutie betreffende de goederen van de oorlogsmisdadigers.

De afgevaardigden van Albanië, België, Frankrijk, Luxemburg, Tsjechoslowakije en Joegoslavië, drukken den wensch uit :

a) Dat de wetgeving die in Duitschland toepasselijk is op de Deutsche oorlogsmisdadigers, de verbeurdverklaring zou voorzien, indien ze die niet reeds voorziet, van de goederen die deze misdadigers in Duitschland bezitten;

b) Dat de aldus verbeurdverklaarde goederen, met uitzondering van diegene die reeds hetzij als herstelbetalingen hetzij voor restitutie beschikbaar zijn, door den Contrôleraad zouden vereffend worden en dat de netto opbrengst van hun vereffening aan het Intergeallieerd Agentschap voor de Herstelbetalingen zou gestort worden om volgens de in het bovenstaand accord bepaalde beginselen te worden verdeeld.

8. Resolutie betreffende het beroep op het Internationaal Gerechtshof.

De afgevaardigden van Albanië, Australië, België, Denemarken, Frankrijk, Luxemburg, Nederland, Noorwegen, Tsjechoslowakije en Joegoslavië, doen de volgende aanbeveling :

Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 3 van deel I van het bovenstaand Accoord, gaan de onderteekenende Regeeringen de verplichting aan, beroep te doen op het Internationaal Gerechtshof voor het beslechten van elk rechts- of bevoegdheidsconflict dat inzake toepassing van het bovenstaand Accoord zou oprijzen en dat niet door de betrokken Partijen aan een andere minnelijke of scheidsrechterlijke procedure zou onderworpen geweest zijn.